

Notes de lecture

Anaïs Bohuon – *Le test de féminité dans les compétitions sportives : une histoire classée X ?*

(2012). Donnemarie-Dontilly, Éd. iXe, 190 p.

Voici un ouvrage qui tombe à pic, à l'heure où les vendeurs de jouets et les adeptes de la « Manif pour tous » voudraient nous faire croire que les petites filles aiment naturellement le rose, les petits garçons naturellement le bleu et qu'elles et ils évoluent donc forcément dans des sphères séparées. En analysant l'histoire du test de féminité dans les compétitions sportives, Anaïs Bohuon montre au contraire que les catégories femmes/hommes sont loin d'être simples à définir ; et que cette complexité engendre chez les différentes fédérations et comités – épaulés par une partie du monde médical et scientifique – des tentatives désespérées pour maintenir l'étanchéité entre ces deux catégories, de même que pour définir ce qu'est une 'vraie' femme. Le motif invoqué par toutes et tous, véritable *leitmotiv* du milieu, étant d'assurer l'équité entre les

sportives. Laquelle équité implique de traquer les 'fraudeuses', c'est-à-dire soit des hommes qui se travestiraient en femmes pour gagner (puisque 'forcément' les uns sont plus forts que les autres), soit des femmes qui, à leur corps défendant... n'en seraient pas.

Dans une première partie, Anaïs Bohuon retrace les débats qui ont agité la France au XIX^e siècle, et plus particulièrement à la fin de ce siècle, sur le bien-fondé ou non de la pratique du sport pour les filles et les femmes – débats où les médecins tiennent un grand rôle et qui sont loin d'être théoriques. On discute notamment du rôle des activités sportives pour assurer la vigueur des femmes, gage (pour certains) d'une 'vitalité féconde' et d'un renouvellement des générations, bien nécessaire après la défaite de 1870. On s'attache aussi à définir quel type de sport convient aux femmes (bicyclette *or not* bicyclette ?). Cependant, comme le souligne très bien l'auteur, dans quelque camp qu'ils se trouvent, tous les hommes qui se prononcent ont la même volonté de contrôler le corps

des femmes et tous, notamment, redoutent l'effet 'virilisant' du sport. Enfin, Anaïs Bohuon fournit des dates et des chiffres très instructifs sur la création et la multiplication des sociétés sportives féminines au début du XX^e siècle, qui révèlent bien l'engouement des femmes pour de nombreux sports et la volonté de certaines de figurer dans les compétitions internationales telles que les jeux olympiques – volonté qui se heurte à de très grandes résistances de la part du monde sportif masculin.

La deuxième partie est consacrée à l'histoire de la mise en place des tests de féminité, dont l'origine se trouve dans la suspicion générée – dès les années 1930 – par certaines athlètes dont les performances et l'apparence physique bousculent les normes de la féminité. Parmi les nombreux exemples d'athlètes 'suspectes' cités par l'auteurice figurent des intersexes (vrais ou supposés tels), des femmes ayant postérieurement changé de sexe, ainsi que le seul cas avéré d'un homme ayant délibérément fraudé pour concourir avec les femmes et augmenter ainsi les chances de l'Allemagne nazie de gagner des médailles. Anaïs Bohuon montre aussi qu'à cette époque, les soupçons sur la féminité de certaines athlètes sont souvent mélangés avec des soupçons de dopage, en particulier la prise de testostérone, destinée à améliorer les performances des femmes. Il est un peu dommage

que cette partie ne soit pas plus développée, notamment en ce qui concerne l'ampleur du dopage et ses conséquences physiques pour les femmes (et les hommes !) qui le pratiquent.

Le premier test de féminité, mis en place en 1966, consiste en un examen gynécologique et morphologique fait par un 'collège d'experts indépendants'. Humiliant – notamment parce qu'il est fait de manière collective – et donc générateur de nombreuses plaintes, cet examen est remplacé l'année suivante par le test du corpuscule de Barr. Il s'agit cette fois de détecter dans toutes les cellules, de manière assez simple et rapide, la présence d'un deuxième chromosome X, soit la formule que l'on attend chez une femme 'classique'. Mais au fil des années la fiabilité de ce test est remise en cause par une grande partie du monde scientifique et médical et en 1991 il est remplacé par la méthode dite « PCR/SRY ». Cette technique permet, quant à elle, de détecter la présence du gène SRY, localisé sur le chromosome Y, et qui est censé contrôler la détermination du sexe mâle. Comme le souligne l'auteurice, la mise en place de ces différents tests a au moins un effet notable : celui de faire découvrir au monde sportif le phénomène de l'intersexuation, ainsi que la difficulté à définir une 'vraie femme'.

Cette définition impossible est l'objet de la troisième partie où Anaïs Bohuon analyse d'abord

les réponses données par les médecins du sport sur ce qu'elles ou ils entendent par 'vraie femme' et sur les critères qui sous-tendent leurs approches de cette question. Embarrassées ou confuses, leurs réponses se rejoignent cependant sur la nécessité de maintenir une ligne de partage entre les sexes, pensée qui se résume au fait que « *les avantages physiques et physiologiques des athlètes féminines doivent rester irréductiblement inférieurs à ceux des hommes* ». Cette analyse la conduit à s'interroger, à travers plusieurs exemples, sur la notion « *d'avantage physique* » et sur les classifications (le poids, l'âge, les handicaps et le sexe) censés assurer l'équité entre les participant·e·s à une compétition ; classifications qui aboutissent parfois à de véritables casse-têtes pour les instances sportives. La prise en compte des athlètes trans par le monde sportif est ensuite examinée, puisque depuis le milieu des années 1970, plusieurs sportives transexuées ont demandé à concourir dans des compétitions internationales. On apprend là que ces athlètes sont souvent reçues avec hostilité par leurs compétitrices qui se revendiquent comme « *femmes authentiques* » ou « *femmes biologiques* » ; et qu'il a fallu attendre 2004 pour que le Consensus de Stockholm, établi par un panel d'experts pour le Comité international olympique (CIO), fixe les conditions auxquelles les trans peuvent concourir

dans la catégorie femme. Des conditions qui, comme le souligne Anaïs Bohuon, posent de nombreux problèmes tant sur leur fondement biologique que du point de vue éthique et juridique ; sans parler du fait que, si l'on suit ce consensus, une athlète trans XY peut être admise à concourir là où une athlète intersexe XY dont le sexe de naissance est féminin sera rejetée... Quand on vous disait « casse-tête » !

La dernière partie est consacrée à la question éthique soulevée par l'intersexuation dans le monde sportif. On y apprend que le test de féminité a été aboli officiellement en 2006 par le CIO, après de longues tergiversations... mais que, si des doutes 'visuels' existent sur une athlète, un recours peut être fait, soit par une autre concurrente, soit par une instance sportive. Anaïs Bohuon rappelle le cas douloureux de Caster Semenya, championne du monde du 800 m féminin en 2009, obligée de subir des tests pour déterminer son identité sexuée et jetée en pâture aux médias – qui ne se gênent pas pour publier des commentaires désobligeants sur son apparence physique. Cette même année 2009, le champion du monde du 100 m et du 200 m, Usain Bolt s'attira quant à lui des commentaires très louangeurs pour avoir pulvérisé tous les records de sa spécialité, sans qu'aucun doute ne soit émis sur sa 'normalité'. Démonstration magistrale du principe selon lequel, pour les esprits du XXI^e siècle, il

est toujours anormal et très suspect d'être une femme exceptionnelle, alors qu'être un homme exceptionnel est normal et ne mérite que des louanges... L'autrice propose enfin, en s'appuyant sur plusieurs exemples de 'cas suspects' originaires de pays non occidentaux, l'idée selon laquelle les suspicions des autorités sportives sur le sexe de certaines athlètes s'inscrit en fait dans un contexte plus global d'oppositions 'Nord/Sud'. Sans vouloir nier que cette dimension peut avoir une certaine importance, cette approche ne m'a cependant pas paru très convaincante. De fait, ce sont les femmes en tant que catégorie, et ce de quelque origine qu'elles soient, qui sont toujours l'objet de 'vérifications' et potentiellement d'humiliations. Une analyse plus genrée pointant notamment le fait que les instances dirigeantes du sport sont, comme celles du monde politique, quasi exclusivement masculines, serait donc, à mon sens, plus pertinente.

Au final, il s'agit d'un livre très intéressant et riche d'informations, qui montre que le monde sportif est un excellent révélateur non seulement des difficultés que pose l'organisation binaire femmes/hommes de la société mais aussi des efforts infinis que déploient ses décideurs, dans quelque domaine que ce soit, pour tenter de l'imposer envers et contre tout ; et surtout aux dépens, parfois dramatiques, des personnes

qui ne rentrent pas dans l'une ou l'autre de ces deux catégories.

Joëlle Wiels

Biologiste

Directrice de recherche au CNRS
Institut Gustave Roussy

Sonia Dayan-Herzbrun et Tassadit Yacine (eds) – « Dire les homosexualités d'une rive à l'autre de la Méditerranée »

Tumultes, n° 41/2013, 224 p.

Le titre de ce numéro de *Tumultes* peut laisser songeuse, tant pour l'usage du terme « *homosexualités* » (une catégorie occidentale et médicolégal du XIX^e siècle – certes pluralisée – que n'emploient pas bien des sujets, y compris des pays du Nord, pourtant compris dans ce pluriel), que pour une Méditerranée qui inclut, selon le sommaire du numéro, davantage le Yémen que maints pays européens. Les contributions réunies sont néanmoins rapidement situées dans une perspective attentive à des pratiques et des dire diversifiés, et surtout aux enjeux transnationaux de certains discours sur l'homosexualité et l'homophobie. La présentation de Sonia Dayan-Herzbrun revient ainsi sur l'imposition de catégories « *prétendument universelles* », dont elle souligne l'omniprésence et l'efficacité dans la légitimation d'entreprises coloniales ou impérialistes. Un rappel trouble les évidences culturalistes : avant l'homophobie, c'étaient plutôt les pratiques sodomites et l'effémation des sociétés dominées que

décriait l'orientalisme des colonisateurs européens.

Cet abord historique s'impose dans la première section de l'ouvrage, intitulée « Avant l'homosexualité », faisant le choix d'un « *point de départ* » en « *Grèce antique, avec laquelle le monde musulman médiéval [aurait] une grande proximité* » (p. 8). L'article de Claude Calame resitue « *l'homophilie* » entre jeunes et moins jeunes citoyens dans leur fonction initiatique, entamant d'emblée une grille de lecture par « *l'homosexualité au sens moderne du terme* ». Cette contribution ouvre surtout à une réflexion déstabilisatrice sur l'énonciation (institutionnalisée) du désir : l'analyse ethno-poétique prend pour objet une composition du poète Alcmán, destinée à être chantée par des adolescentes au cours de leur rite de passage, et évoquant leur chorège « *inspiratrice du désir* », dans le contexte de la Sparte de la fin du VII^e siècle. L'article suivant d'Omar Merzoug présente, au II^e siècle de l'hégire (VIII-IX^e siècles), la vie et les « *diras* » du légendaire poète arabo-persan Abû Nuwâs. Parmi les poèmes tantôt effrontés, tantôt louangeurs de celui qui fut le commensal du calife libertin al-Amin, la seule célébration de l'amour des échansons ne devait pas se singulariser. Une contribution de Tassadit Yacine envisage « *l'espace nord-africain* », aussi bien kabyle et chleuh (deux peuples amazighes)

qu'arabe, du XIII^e siècle à nos jours, et nourrit la thèse d'une « *relation d'homophilie* » largement transhistorique qui serait configurée de manière comparable dans plusieurs espaces de la méditerranée. Ayant pour acteurs « *un adulte et un adolescent* » imberbe, cette relation serait « *analogue à celle que l'on a avec une jeune fille* ». Si Tassadit Yacine déplore enfin les politiques répressives dans les sociétés musulmanes actuelles, Frédéric Lagrange déconstruit leur opposition courante à un *avant* mythifié pour son ouverture, en pensant des sociétés plus complexes où les « *espaces de transgression* » sont différemment construits. Interrogeant la pertinence de certaines interprétations des sources littéraires, il recontextualise le genre poétique à diffusion restreinte, et médiatisée par un maître du *muğūn* (débauche, libertinage). À travers l'analyse d'une anecdote médiévale, cet article intitulé « *Une affaire de viol* », désigne le point de vue dominant sur lequel on s'appuie d'ordinaire pour estimer l'hédonisme d'une époque. Une remarquable contribution de Vincent Planel clôt cette section, rendant compte de son travail ethnographique à Taz (Yémen), autour du rôle des boutades homo-érotiques dans une sociabilité masculine en reconfiguration. Interprétant certaines formulations énigmatiques, où « *des Yéménites et des Occidentaux, on ne [saurait] plus très bien qui sont les*

enculés », l'auteur attribue une teneur sociohistorique à la folie d'un interlocuteur bientôt interné. Cette rencontre donnera lieu pour l'anthropologue à une réflexivité transformatrice, notamment de l'affect de honte. Nulle part ailleurs dans ce numéro, il ne sera fait mention du fonctionnement du monde académique à l'égard des chercheur·e·s travaillant autour du « thème de l'homosexualité ».

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « La colonisation sexuelle » donne explicitement à lire l'intrication de la domination coloniale et des économies érotiques. Un article de Michel Carassou s'intéresse au maréchal Lyautey, monarchiste s'éloignant de la métropole pour jouer au « sultan blanc », notamment auprès de jeunes « Arabes » et « nègres » érotisés dans une veine orientaliste. L'article d'Hervé Sanson, « Du 'tourisme sexuel' à la fusion avec l'autre. D'André Gide à Jean Sénac », fait résonner, dans les « *corpoèmes* » de Sénac, une révolution indissociablement esthétique et politique, et pourtant une désillusion une fois l'Algérie « libre ».

La troisième section de l'ouvrage, « Sujets désirants et exercice de la domination », s'intéresse aux pratiques érotiques et aux identités contemporaines. Un stimulant article de Gianfranco Rebutini présente une lecture de « la littérature des sciences sociales sur les 'homosexualités' »

dans le monde islamique », notamment critique de la focalisation sur la distinction actif/passif, de son assimilation abusive aux catégories de genre, et enfin de l'intérêt pour une vérité du désir, selon une conception individualiste et culturellement spécifique. C'est une fois esquissé ce pas de côté que l'auteur en vient à son terrain au Maroc, où la lutte contre l'homophobie « de l'extérieur » impose performativement une identité homosexuelle essentialisée. Celle-ci rend suspectes des pratiques érotiques et affectives entre hommes qui ne sont pas exclusives, et n'ont pas le plus souvent besoin d'être « dites » ; une analyse nuancée par l'émergence de subjectivités politiques locales. La vivifiante contribution de Sofiane Merabet construit un objet de recherche singulier, articulant, dans le contexte des transformations du Beyrouth de l'après-guerre, les pratiques individuelles et collectives et la production sociale d'espaces *queers*. À travers un style sensible aux détails et aux épaisseurs sociohistoriques d'un espace-temps délimité, ainsi qu'aux jeux dialectaux ordinaires, l'article rend compte du témoignage de Georges/Georgette quant à l'épreuve de masculinité subie au moment d'effectuer son service militaire. Tandis que Merabet décrit des performances perpétuellement contestatrices mais sans dénominateur politique commun, c'est à la vie associa-

tive, aux institutions étatiques, aux partis politiques ainsi qu'aux discours sociaux que s'intéresse Doğu Dorgun dans sa contribution « Homosexualité et discours islamo-conservateur en Turquie » (depuis les années 1990). Face aux mouvements LGBT (Lesbiennes, gays, bi, trans), cet article fait peser l'échiquier politique davantage que les motifs religieux, brisant l'image de milieux musulmans homogènes.

Au cœur de ce numéro, les deux contributions suivantes abordent les militantismes LGBTQ (Lesbiennes, gays, bi, trans, queer) en Israël et en Palestine. Défaisant le « *Paradis gay* » israélien à travers maints rappels historiques, Valérie Pouzol souligne « *l'homonationalisme* » des principales luttes pour l'inclusion, non critiques d'autres formes d'oppression ethnique et nationale, et rend compte de la mise en scène de la diversité et des vertus démocratiques d'Israël, volontiers opposé aux pays arabes voisins. Des campagnes de promotion étatiques, qui financent le *pinkwashing* (blanchiment « rose ») d'Israël, renforcent la thèse américaine d'un choc des civilisations. Face à ce déni de la guerre coloniale, des associations palestiniennes telles qu'al-Qaws ou Aswât ont opté pour un agenda politique autonome, en recentrant leurs mobilisations sur les oppressions et les besoins spécifiques de la communauté. L'insistance sur des frontières politico-nationales

claires, et la remise en question de l'injonction à la visibilité, paraissent d'autant plus vitales que les services de sécurité israéliens, en quête d'informateurs, usent du chantage au « *dire* ». Le vibrant témoignage de Michèle Sibony, ancré dans les rues d'une « Tel Aviv Pride » excluante, appelle à une politisation intersectionnelle, qu'affichent quelques collectifs israéliens.

La quatrième section du livre, « Traverser la Méditerranée », aborde des expériences de la migration Sud-Nord. C'est encore une œuvre littéraire que parcourt Marien Gouyon, celle de l'écrivain marocain vivant en France, Abdellah Taïa, dont les écrits autobiographiques en langue française réalisent une « *ethnologie de soi-même* ». Bien que Taïa performe un *coming-out* coupé des luttes en cours d'une minorité, son œuvre donne à lire une subjectivation « *hybride* », complexe et sensible aux assignations successives, au-delà du stéréotype de « *l'homosexuel marocain* ». L'article de Salima Amari contrecarre le « *monolithe de la soumission et de la domination* », dans lequel les discours médiatiques et politiques français enferment ses interlocutrices maghrébines migrantes, ou filles de parents maghrébins immigrés. Si les dires de celles-ci varient, des stratégies similaires sont évoquées envers les familles, appréhendées tout à la fois comme entravant l'autonomie

individuelle, et comme ressource face à la vulnérabilité sociale des classes populaires et des étranger·e·s. Pour ces « *sujets tacites* », le refus du *coming-out* et le respect discursif des normes suffisent souvent à imposer des formes de vie qui résistent aux attentes familiales, notamment relatives au mariage et à la maternité. Jean-François Brault documente enfin l'évolution de l'association Homosexuels musulmans de France et la création d'une mosquée inclusive à Paris. Les interlocuteurs et interlocutrices cité·e·s témoignent de trajectoires malaisées qui attestent de la construction essentialiste d'identités incompatibles. Ainsi, l'article soutient la thèse forte selon laquelle ces dissonances identitaires tiennent pour une large part à un imaginaire impérialiste, qui définit l'islam « *comme* substantiellement *archaïque* », sexiste et homophobe. Les initiatives documentées sont enfin resituées dans le cadre de l'émergence d'un islam libéral à l'échelle transnationale, s'adossant à l'outil juridique de l'*ijtihad* et à la notion de *tawhid*.

Pour déconstruire l'homophobie prêtée à une idéalité orientale-arabe-musulmane atemporelle, sans pour autant nier des violences aux contours variables, ce numéro de *Tumultes* choisit de s'intéresser à une Méditerranée hétérogène, bruissante d'histoire et traversée d'enjeux de pouvoir. « *D'une rive à l'autre* », les points

de vue et les « *dire*s » varient ; non tant de part et d'autre des fractures que l'ouvrage décline, mais transversalement à celles-ci, dans les tiers espaces qu'elles produisent. Si les paradigmes hégémoniques des sexualités se répandent, les stratégies individuelles et les communautés politiques émergentes font apparaître d'autres luttes indispensables à la survie. Lu au moment où la reprise des massacres à Gaza s'annonçait comme une riposte aux islamistes, ce numéro ne peut qu'être recommandé. De mon parcours de migrante, je regretterais uniquement que son prisme demeure contraint par les formations discursives auxquelles il répond. Si une focalisation sur des milieux « *arabes et/ou musulmans* » ressort en effet du choix des contributions, soit des contours épistémologiques effectifs de l'ouvrage, les critiques postcoloniales que la plupart des articles mobilisent, les stratégies individuelles ou collectives qu'ils mettent en avant (des « *tacit subjects* », d'abord envisagés par Carlos U. Decena¹ à l'inspiration sud-africaine du boycott soutenu par les *queers* palestiniens) ne cessent de déborder ces coordonnées. Car la racialisation de l'homophobie, les politiques sexuelles impérialistes et néocoloniales (aux légitimations encore nombreuses et variables),

¹ Decena Carlos Ulises (2008). "Tacit Subjects". *GLQ. A Journal of Lesbian and Gay Studies*, vol. 14, n° 2-3.

relèvent d'une autre cartographie, elle globale, et dont des subalternes se font à leur tour les cartographes. Avons-nous besoin des couleurs méditerranéennes d'une érotique gréco-arabo-islamique ? Exotisante, selon un *topos* orientaliste décrit par Hervé Sanson, celle-ci marginalise davantage l'ensemble des relations (en tous genres) que ses paradigmes ne peuvent résorber.

Mira Younes

Doctorante en psychologie sociale
UTRPP EA 4403
Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité

Arnaud Alessandrin et Yves Raibaud (eds) – *Géographie des homophobies*

(2013). Paris, Armand Colin « Recherches », 286 p.

Arnaud Alessandrin et Yves Raibaud coordonnent ici une publication au projet séduisant et stimulant, inscrit pleinement dans l'actualité sociale et politique : tenter d'approcher la complexité de l'intersectionnalité des rapports sociaux de sexe, de genre, de race, de sexualité et de classe par l'intermédiaire de vingt-deux contributions – articles ou entretiens – de chercheur·e·s militant·e·s en sociologie, en géographie, en philosophie et de militant·e·s-chercheur·e·s LGBTQI (Lesbiennes, gays, bi, trans, queer, intersexes). L'ouvrage est la synthèse d'une journée d'étude intitulée *Lutter contre les discriminations*, organisée à Bordeaux le 18 mai 2012 par le Conseil du développement durable

de la Communauté urbaine de Bordeaux, le laboratoire Aménagement, développement, environnement, santé et sociétés (ADES) de l'Université Michel-de-Montaigne Bordeaux 3, la Maison des femmes et le Girofard, centre LGBT de Bordeaux. Ce recueil de textes invite à approfondir chacune des spécificités identitaires et corporelles confrontées à des formes de phobies – homophobie, lesbophobie, transphobie... Il est structuré en six parties pensées comme autant de repères d'une cartographie des homophobies sous toutes leurs formes : « Quelles places pour les lesbiennes ? », « Espaces trans », « Espaces queer ? », « Mixité, genre et loisirs », « Conjugalités et parentalités LGBT » et « Géographie des minorisé·e·s », et s'ouvre sur une introduction des coordonnateurs qui, tel un précis d'étude sur les homophobies, revient sur les enjeux qu'il y a à approcher par l'espace « *la construction d'une sexuation des pratiques et des productions d'identités dichotomiques entre les hommes et les femmes* » (p. 11). Il inscrit ainsi l'ensemble dans un courant de géographie féministe, critique, empirique et matérialiste. Par la multiplication des points de vue décentrés sur « *les a priori d'une géographie qui se pensait neutre et apparaît, de ce fait, hétéro-normative* » (p. 13), nous sommes invité·e·s à faire ce voyage en « *homophobies* », à repérer les lieux « *des empêchements terri-*

torialisés qui pèsent sur les minorités de genre et les minorités sexuelles » (p. 15) mais également ceux de leurs résolutions. Les homo/lesbo/trans-phobies, parce qu'elles « *sont des formes actives, violentes, incorporées et très largement répandues de discriminations des personnes homo/trans-sexuelles ou qui sont suspectées de l'être* » (p. 13), demandent aux auteur·e·s de se positionner sur le terme même 'd'homophobie'. Chacun·e est conduit·e à dissocier artificiellement les différentes formes de gouvernement de la sexualité, à laisser de côté l'articulation des violences symboliques ou matérielles qui s'expriment à l'encontre de toute personne dont les pratiques ou les modes de vie outrepassent le cadre normatif. Dans l'ensemble des textes proposés, il s'agit alors de prendre pour point de départ non pas (seulement) les dispositifs de répression étatiques ou sociaux, mais les formations discursives qui gouvernent les identités et les pratiques sexuelles, de saisir l'articulation des divers niveaux spatiaux afin de décrire la façon dont la subjectivation sexuelle s'arrime à un contexte socio-économique et la manière dont les pratiques sexuelles et sexuées reproduisent ou déplacent la structure sociale. Au fil des textes, nous sommes conviés à nous interroger sur le poids et la force du système patriarcal (Anne Clerval et Pauline Brunner), sur

l'homosexualité des femmes d'ascendance maghrébine et les imbrications des rapports sociaux de sexe dans ceux de race et de classe (Salima Amari), ou encore sur les discriminations dans l'intra-milieu lesbien, gay, bi, trans ou *queer* (Charlotte Prieur). À ce titre, l'entretien, dans la sixième partie, avec Jean-Yves Le Talec montre bien comment la figure de « *la folle* » supporte cette homophobie de l'intérieur. La lutte contre les discriminations doit, pour Charlotte Prieur, « *être pensée à la fois comme une volonté de reconnaissance de la part de la société hétéronormée mais aussi comme une acceptation de la différence (sociale et culturelle) et des pratiques sexuelles et genrées diversifiées au sein des milieux LGBTQ* » (p. 102).

L'ouvrage nous amène également dans les recoins d'une géographie des transidentités et du *queer* dans laquelle on approche le « *bricolage des parcours toujours voués aux incertitudes* » (p. 55), où l'on questionne les temporalités, les processus. Nous cheminons alors, avec Karine Espineira, dans les méandres discursifs de la construction médiatique et sociale du bois de Boulogne comme espace stéréotypique du tryptique VIH-transgenre-étrangères, ou avec l'association OUTrans, dans la mise au jour des agencements et des compromis des trans pour vivre dans notre société. Autant

d'espaces 'autres' qui offrent des possibilités 'd'être' en liberté, révèlent des expérimentations et des échanges et dessinent, en filigrane, « *les lieux de contournement qui sont ceux où sont nos corps* » (p. 77). De tels lieux sont également des temps d'échanges et de découvertes, ils invitent à « *ne pas délimiter les frontières définitives entre un 'eux' et un 'nous', à ne pas associer à des identités essentialisées des espaces circonscrits* » (Maud-Yeuse Thomas), et donc à envisager la transidentité comme une « *carrière* », une « *expérience de vie* », c'est-à-dire « *comme l'accumulation rétrospective de choix saisis, au moment de l'action, entre des contraintes et des innovations* » (p. 183). Cette combinaison de créativité dispersée, de ruses, d'accommodements, de détournements, mais également de luttes, traverse les reliefs de la « *Géographie du mouvement intersexe* » de Vincent Guillot et Janik Bastien-Charlebois. Pour tous les groupes abordés dans cet ouvrage, « *les espaces ne sont pas interchangeables et vides de sens. Certains sont plus périlleux, tandis que d'autres offrent une certaine sécurité dans laquelle il est possible de faire circuler ses propres regards sur le monde de même que ses propres idéaux politiques* » (p. 242). L'articulation entre pratiques sexuelles, identités et territoires est présente pour tou-te-s et elle vient illustrer en partie la réflexion engagée par

Maxime Cervulle autour de la notion « *d'homonationalisme* » forgée par Jasbir Puar. Celle-ci est à entendre comme l'ensemble des formes de participation des mouvements homosexuels à la refonte idéologique de l'imaginaire national, et invite à questionner les usages de l'homosexualité à des fins de politiques et commerciales. D'Yves Raibaud à Rachele Borghi, en passant par Emmanuel Jaurand, il convient de « *mettre à l'épreuve du genre le rôle croissant de la civilisation des loisirs et ses conséquences sur la transformation et la requalification des espaces* » (p. 137), de considérer que, peut-être, nombre de pratiques spatiales « *s'expliquent plus par le poids de l'hétéro-normativité que par l'effet d'une discrimination directe ou de l'homophobie...* » (p. 161). Stéphane Leroy dans sa « *Géographie du Pacs* » démontre bien « *qu'être homosexuel ne signifie rien sans un lieu pour l'être* » (p. 209).

Toutefois, comme l'écrit Karine Espineira, une géographie des homophobies « *ne peut faire l'impasse d'une géographie des cadres de vie, des parentalités et des filiations dans la pluralité des théories et des points de vue* » (p. 180). L'épreuve de l'homoparentalité (Élise Chomienne) ou de la transparentalité (Arnaud Alessandrin), leurs difficultés internes et sociales, la place de l'enfant, son accueil à l'école et dans ses à-côtés, permettent de

lire en creux l'expérience de ces différences et de ces difficultés d'être. Par l'intermédiaire de témoignages, les auteur·e·s soulignent à quel point « *les normes ne se reproduisent jamais à l'identique et qu'il persiste du 'jeu' dans les actions individuelles* » (p. 194).

Publié chez Armand Colin, ce recueil suscite un intérêt manifeste et invite le lectorat – chercheur·e souhaitant approcher les questionnements relatifs au croisement entre l'espace/la géographie et le genre ou les sexualités – à se montrer curieux certes, mais surtout humble. On peut regretter parfois que l'abord de certains textes soit difficile à un lectorat non initié. Cependant, l'ensemble des propos incite à rester à l'écoute des représentations et des pratiques des individu·e·s et des groupes rencontré·e·s, dans toutes leurs différences, à « *suivre pas à pas le parcours des personnes [...] dans les espaces qui les marquent et qui fabriquent leur 'inexistence' avant d'aboutir dans ces interstices qui leur permettent néanmoins d'émerger de ce monde* » (p. 244) et parfois de faire territoire. Sachons, comme nous le conseille Marianne Blidon, rester « *attentifs à la manière dont on esquisse le tracé des territoires de l'homophobie ou le contour des populations concernées à la fois en termes de stigmatisation mais aussi d'effets produits* » (p. 279) et retenons la

question qu'elle pose et qui a valeur de programme : « *pourquoi une telle violence ?* », pour le savoir, dit-elle, « *les enquêtes doivent aussi porter sur l'hétérosexualité et la construction des normes, au risque de passer à côté du sujet* » (p. 280).

Lionel Rougé

Maître de conférences en géographie
Université de Caen Basse-Normandie
UMR CNRS 6590 ESO et 8504
Géographie-Cités

Catherine Achin et Laure Bereni (eds) – *Dictionnaire Genre & science politique. Concepts, objets, problèmes*

(2013). Paris, Presses de Sciences Po
« Références | Sociétés en mouvement »,
702 p.

Voici un ouvrage attendu et d'un volume conséquent (700 pages) qui traite des relations entre genre et science politique en quarante entrées de A à V et non pas à Z, pas toujours facile à illustrer (un Dictionnaire établi autrefois par Gérard Vincent se terminait par « Zizanie »²). Donc pour aller de « Administration » à « Vote/Comportements politiques », quarante-huit auteur·e·s ont été mobilisé·e·s (politistes, sociologues, philosophes, historiennes, socio-anthropologues) avec pour mission de construire un « guide des études sur le genre en science politique » (p. 13). Genre défini ici comme « *un système de bicatégorisation*

² Vincent Gérard (1982). *D'ambition à Zizanie : lexique illustré de la France contemporaine*. Paris, Presses de la FNSP.

hiérarchisé entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculin/féminin) » (p. 15).

On ne peut que se réjouir de la venue au monde de ce Dictionnaire, qui non seulement intègre des notions classiques comme « campagne électorale », « démocratie », « partis politiques » (et bien d'autres) mais encore en présente de plus nouvelles ou moins habituelles (notamment sous les appellations retenues). Ainsi en va-t-il (sans pouvoir ici les citer toutes, que les auteur·e·s m'en excusent) de « corps », « intersectionnalité », « migrations », « multiculturalisme », etc. « *Le corps, quel que soit le sens que l'on donne à ce terme polysémique, est au cœur de l'activité politique* » écrit Frédérique Matonti (p. 129) qui précise : « *Le corps, que l'on raisonne en termes de socialisation politique ou de performativité, est au cœur de la production du genre* » (p. 130). Elle le présente au travers de la philosophie politique, de l'histoire des souverains, de celle des représentants (cercle où l'on privilégie « *des corps dont la conformation est celle des dominants* ») (p. 140).

L'intersectionnalité apparaît en France au début du XXI^e siècle (la juriste américaine Kimberlé Crenshaw a forgé le terme à la fin des années 1980). La notion renvoie aux discriminations dont souffrent des minorités non re-

présentées en tant que telles, notamment celles qui cumulent plusieurs attributs comme la classe, la race et le genre (par exemple les femmes musulmanes, les femmes noires des États-Unis ou encore les femmes noires dans un contexte d'esclavage). On trouvera les références aux travaux relevant de cette problématique dans la notice d'Alexandre Jaunait et Sébastien Chauvin.

Les recherches sur les migrations commencent enfin à prendre en compte les femmes, non plus comme des pions bougeant sous le seul signe du regroupement familial mais comme des actrices décidant elles-mêmes de rallier une contrée européenne et tout particulièrement la France parce que dans leur propre pays il n'y a pour elles ni travail, ni ressources, ni revenus possibles, ni même liberté dans un certain nombre de cas. Elles partent dans l'espoir d'une vie meilleure qui leur permettra aussi d'améliorer celle de leur famille demeurée en Afrique ou en Asie ou ailleurs. Dans cette perspective, elles peuvent viser des emplois domestiques (des emplois du *care*) mais également une activité prostitutionnelle. Ascencion Fresnoza-Flot et Anne Perraudin ne traitent pas ce dernier aspect de la question mais plusieurs sociologues et juristes travaillant sur le fait prostitutionnel estiment que des migrantes, considérées comme des victimes de réseaux, les utilisent en réalité pour atteindre leur but,

à savoir un point de chute où être en contact avec le monde des nantis.

Parmi les sujets un peu 'neufs' traités dans ce Dictionnaire, le multiculturalisme occupe une place de choix dans la mesure où, d'après Sophie Guérard de la Tour, « *il renvoie au combat politique de certains groupes marginalisés pour l'égalité réelle* » (p. 357) et se retrouve donc porteur « *d'une normativité paradoxale qui exige que les citoyens soient reconnus à la fois en tant qu'égaux et en tant que différents* » (*ibid.*). Ce qui suscite des débats (et conflits) autour des notions d'oppression et d'assimilation : oppression du fait d'une culture d'origine qui fait des femmes des dominées, ou assimilation qui permet d'obtenir des droits mais en renonçant à cette culture (recension intéressante des thèses sur le sujet).

Ces exemples, qui montrent la posture *up to date* des auteur·e·s de ce Dictionnaire, ne doivent pas faire négliger l'ensemble des écrits composant ces 700 pages. Écrits qui s'inscrivent délibérément dans un registre anti-essentialiste, variant avec bonheur la présentation des théories et celle des pratiques, et soucieux de ne pas oublier le moindre apport actuel, qu'il soit français ou anglo-saxon, issu de travaux consacrés ou dû aux plus jeunes chercheur·e·s. Par ailleurs, l'écriture est dans son ensemble plutôt soignée et permet une lecture facile que peut

apprécier non seulement le public académique mais aussi le grand public. Dans la période récente, ce dernier n'a en effet pas manqué d'être intrigué par les querelles sur la prétendue théorie du genre et les sujets d'actualité proposés par les médias sur les inégalités entre les hommes et les femmes, le sexisme, le féminisme (terme suscitant encore des réticences, y compris sur le mode « Je ne suis pas féministe mais... »).

Ce très bon niveau d'un livre utile et agréable fait ressortir d'autant plus vivement une lacune que je m'en voudrais de ne pas souligner. D'après la notice sur la socialisation politique, les travaux sur le sujet commencent en 1984 avec un article de Jean-Claude Passeron et François de Singly dans la *Revue française de science politique*. Or l'ouvrage de Charles Roig et Françoise Billon-Grand, *La socialisation politique des enfants* paraît en 1968 chez Armand Colin. Et surtout, la politologue Annick Percheron lance véritablement en France les recherches sur la socialisation politique dès la fin des années 1960 (voir *L'Univers politique des enfants* paru en 1974 et *Les 10-16 ans et la politique* en 1978 aux Presses de Sciences Po). Elle crée une équipe, forme des chercheur·e·s et, si l'on peut sans conteste désigner un chef de file pour ce domaine très important de la science politique, c'est bien elle. D'autant qu'à l'évidence elle montre les

différences qui peuvent alors exister entre les garçons et les filles dans la familiarisation avec la politique. Si l'on fait l'impasse sur des pièces maîtresses de la science politique, il n'est pas difficile ensuite d'affirmer qu'elle a 'résisté' plus longtemps que les autres sciences sociales à la prise en compte du genre, à l'époque le sexe.

Comme souvent, quand on s'attache à une discipline, il importe de la situer pour ce qui concerne le 'centre d'intérêt', ici le genre, par rapport à ses voisines des sciences sociales (en l'occurrence la sociologie, l'histoire, l'anthropologie). D'emblée, les directrices de l'ouvrage soulignent que la science politique a « *davantage résisté à ces approches* » que les voisines en question. Ce qui ne me semble pas tout à fait exact mais provient sans doute de l'utilisation du mot 'genre'. En effet, si l'on se reporte aux années 1950 et 1960, le genre n'existe pas encore en France sous cette appellation (et avec la définition qui lui sera donnée ultérieurement). On parle alors de la variable 'sexe' et des études sur les femmes (en science politique, « Femmes et politique »). Qui deviendront ensuite (c'est plus chic en langue étrangère) les *women's studies* puis les rapports sociaux de sexe et enfin les travaux sur le genre (d'abord dit *gender*). Mais ce n'est pas parce que cette notion apparaît tardivement que les recherches sur le

sujet « Femmes, hommes et politique » n'existent pas. D'ailleurs dès l'introduction du Dictionnaire, il est fait état des enquêtes de Maurice Duverger, Jacques Narbonne et Mattéi Dogan qui traquent dès les années 1950 les comportements politiques des femmes (comparés à ceux des hommes) et les raisons de leur vote spécifique lorsque vote spécifique il y a.

On peut donc difficilement soutenir que la science politique a été à la traîne des autres sciences sociales dans la prise en compte de cette dimension appelée 'sexe' (comme il y a 'âge', 'milieu social', *etc.*). D'autant que dans la suite immédiate des travaux pionniers, des politologues comme Alain Lancelot ou Guy Michelat ont toujours intégré cette variable 'sexe' dans leurs analyses de l'abstention ou, plus largement, des comportements électoraux. Tout ne commence donc pas en 1978 avec le livre de Daniel Gaxie, *Le cens caché*, qui n'est pas le premier à mettre en scène les inégalités hommes/femmes. Quant à affirmer que son 'défrichage' n'est pas poursuivi, c'est faire fi des enquêtes portant directement sur le sujet « Femmes, hommes et politique » qui ont commencé au milieu des années 1970 et se poursuivront longtemps. En d'autres termes, la soi-disant résistance de la science politique à la prise en compte du genre me semble noircir sans raison valable le tableau plus que

le restituer avec exactitude. Au total toutefois, ce Dictionnaire constitue une somme irremplaçable pour celles et ceux qui veulent en savoir plus sur ces sujets et sur la manière dont les universitaires les traitent.

Janine Mossuz-Lavau

Directrice de recherche émérite au
CEVIPOF
(Sciences Po Paris/CNRS).

Tania Angeloff et Marylène Lieber (eds) – *Chinoises au XXI^e siècle. Ruptures et continuités*

(2012). Paris, La Découverte « Recherches », 284 p.

En rassemblant ces douze contributions (dont trois ont fait l'objet d'une traduction de l'anglais vers le français), Tania Angeloff et Marylène Lieber proposent une analyse des interactions et des intrications aux niveaux individuel, familial et communautaire, entre les effets de la modernisation chinoise et la question complexe de la transformation des rapports de genre au sein d'une société en transition. Elles offrent ainsi un apport remarquable à une littérature francophone encore limitée sur ce sujet. Bien qu'incontournables, ces problématiques sociales semblent, en effet, souffrir d'un faible intérêt de la part de la sinologie française. Un seul homme sino-néo-zélandais compte parmi les douze contributrices, conduisant ainsi Laurence Roulleau-Berger à parler, dans sa conclusion à l'ouvrage, des « auteures » et invitant le lecteur et la lectrice,

par la même occasion, à mener une réflexion sur le sexe du chercheur.

La finesse avec laquelle y sont appréhendées les modernités chinoises fait de cet ouvrage un véritable plaidoyer de l'intérêt scientifique du genre comme prisme d'analyse pour l'étude des rapports sociaux en général et des rapports de pouvoir en particulier, comme les rapports de classe, d'âge et d'ethnicité. À la croisée d'une approche pluridisciplinaire – combinant les outils de la sociologie à ceux de la démographie, des sciences politiques, de l'économie et de l'anthropologie – et des études de genre sur la Chine contemporaine, les travaux rassemblés ici s'attachent à mettre au jour les conséquences de la « Grande Transformation » (p. 231) (clin d'œil à l'ouvrage phare de Karl Polanyi), perpétuellement mue entre tradition et modernité, sur les évolutions sociales dans les domaines de la famille, de la sexualité, de l'éducation, du travail et du cinéma. Y sont traités la masculinité démographique, l'éducation, la place des femmes au niveau communautaire en milieu urbain, l'emploi en général et les secteurs ouvrier et du *care* en particulier, les migrations de mariage, les relations mère-fille, la sexualité abordée sous l'angle de l'intimité et de la prostitution et les femmes dans le cinéma chinois.

On soulignera, tout d'abord, la forte adhésion de chacune des

contributions à la volonté de rendre compte d'une diversité tant des situations rencontrées par les femmes que des « *modèles de féminité* » (p. 69). Donner à voir la dimension hétérogène des cas étudiés implique, comme ces chercheuses se sont employées à le faire, de prendre en compte les perceptions locales, c'est-à-dire de s'intéresser aux « *sentiments de ces femmes* » (p. 147), à leurs « *émotions* » (p. 160), à la manière dont ces dernières perçoivent les relations sexuées.

On saluera l'approche précautionneuse des deux codirectrices, qui en cherchant à se prémunir de biais culturalistes, ont souhaité détacher l'ouvrage des études invoquant le confucianisme comme principal facteur des inégalités entre les hommes et les femmes. En effet, s'attacher à expliquer la situation des femmes chinoises par le seul contexte confucéen revient à participer d'une instrumentalisation contemporaine et globalisée de la figure de Confucius (personnage historique qui aurait vécu entre le VI^e et le V^e siècle avant notre ère).

Depuis quatre mille ans, la culture chinoise offre l'image d'une remarquable continuité. Pourtant, c'est à travers une histoire faite de ruptures radicales que la Chine a vu naître des pensées aussi originales que celles de Confucius et du taoïsme³. La

rupture (*duanlie*), par rapport à la tradition (*chuantong* : transmission – continuité), fait référence à un processus de destruction de la « *vieille Chine* » au nom d'une modernité occidentale. Et c'est précisément ce dont il s'agit dans cet ouvrage. Les rappels réguliers des principaux repères historiques, combinés à des contextualisations précises et à l'apport de définitions claires des concepts, rendent cet ouvrage accessible à un large lectorat. Ayant marqué la seconde moitié du XX^e siècle, ils donnent l'impression d'un continuum visant l'éradication d'une tradition patriarcale au profit de la poursuite d'un projet d'égalité entre les hommes et les femmes. Pourtant les travaux rassemblés ici témoignent des effets paradoxaux de la modernisation économique sur le statut socioéconomique des femmes chinoises. L'organisation même des chapitres (en suivant la vie de femmes, de leur naissance en passant par leur éducation et leur vie professionnelle et s'intéressant à leur intimité) semble refléter cette continuité. Néanmoins, nombreuses sont les ruptures et polarisations dont chacune des recherches fait état.

Une des principales ruptures que l'on retiendra réside dans un clivage rural/urbain dont le système de livret de résidence est à l'origine (le *hukou*, système d'enregistrement des ménages). Celui-ci se révèle particulièrement pernicieux pour les plus vulnérables car il définit les dispositions

³ Cheng Anne (1997). *Histoire de la pensée chinoise*. Paris, Seuil.

pour les bénéficiaires sociaux, dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement et de l'emploi. Il constitue un « *rapport social hiérarchique* » (p. 137), source d'inégalités dont les femmes et les filles rurales sont les premières affectées. Pour les migrantes des zones rurales, dès lors citoyennes de seconde classe, la stratification sociale – aujourd'hui symbolisée par les *fu'er dai* (c'est-à-dire les riches dits de seconde génération) – des métiers et statuts d'emploi « *se double d'une segmentation sexuée dans l'emploi* » (p. 97). C'est à ce titre que le mariage ou le commerce du sexe restent, pour les femmes chinoises, le moyen le plus efficace de « *gravir l'échelle sociale* » (p. 93). Cette mobilité sociale soumise à l'arbitraire est un des paradoxes largement soulignés tout au long de l'ouvrage. Les antinomies mises en lumière par les différentes contributions trouvent leur source dans un contexte de globalisation où « *les forces patriarcales n'ont pas complètement disparu de la scène culturelle chinoise* » (p. 225) et qui se trouvent ainsi à l'origine d'une « *chosification* » (p. 38) des femmes « *niées en tant qu'individu* » (p. 147). Néanmoins des initiatives de femmes, orchestrées localement par les femmes elles-mêmes, destinées à résister à des dominations économiques et sociales conduisent les auteures à se détacher d'une victimisation des femmes, ainsi parfois présen-

tées comme actrices. À ce titre, un net parallèle entre les travailleuses chinoises et les ouvrières nicaraguayennes peut être établi : comme le dit justement Natacha Borgeaud-Garciandía⁴, elles « *œuvrent à la mondialisation, elles y participent directement* ».

L'intérêt scientifique du genre comme prisme d'analyse des rapports entre individu·e·s et marché et individu·e·s et État conduit Tania Angeloff et Marylène Lieber à faire l'hypothèse « *du passage d'une instrumentalisation des femmes par l'État à une instrumentalisation par le marché* » (p. 8). Mais au même titre que la « *Grande Transformation* » est l'objet d'un effet de balancier incessant entre tradition et modernité, plus que d'un 'passage', c'est d'un va-et-vient continu entre État et marché que l'instrumentalisation des femmes semble ici faire l'objet. Il ressort de différents chapitres que l'État se saisit des normes sexuées et des catégories de genre pour servir « *son redéploiement* » (p. 65) (autrement dit la mise en place d'un nouvel équilibre autoritaire). De la même manière, la consommation de sexe tarifé des Taiwanais en Chine continentale viserait, selon Chen Mei-Hua, à « *racheter la souveraineté taiwanaise* » (p. 207). Cette recherche faisant état d'une « *militarisation du tourisme*

⁴ (2006). « La vie sous-traitée des ouvrières des *maquilas* du Nicaragua ». *Cahiers du genre*, n° 40 « Travail et mondialisation. Confrontations Nord / Sud », p. 134.

sexuel », on peut établir un parallèle avec les travaux de Jules Falquet sur les logiques de militarisation des sociétés caractérisées par un lien dialectique et historique entre soldats et prostituées. Le tourisme sexuel mondialisé renvoyant aux « *aventures sexuelles d'hommes du monde développé* » (p. 200), il est intéressant de noter ici le lien étroit qui unit l'État et le marché. En outre, au regard de la réglementation chinoise, la consommation et la commercialisation de sexe sont, en Chine, considérées comme des activités criminelles. À Dongguan (mégapole du delta de la Rivière des Perles), où la prostitution compte parmi les industries les plus florissantes de cette « *capitale du sexe* », la dernière intervention de police a suscité de vives critiques sur la toile chinoise. Elle est révélatrice de l'hypocrisie d'un système où l'État-parti ne manque pas d'affirmer son autoritarisme tout en cautionnant dans le même temps la prostitution, tolérée moyennant des *enveloppes rouges* (ou pots de vin). Arrêtées et envoyées dans la plus grande opacité dans des centres de détention et d'éducation, ce sont les travailleuses du sexe qui payent le prix fort de ces opérations dites anti-prostitution.

Alors que je referme ce livre et que mon regard se pose une dernière fois sur la couverture, je ne peux que saluer le choix pour cette photo de Bertrand Meunier

qui, tout comme les contributrices à cet ouvrage, s'est attaché à donner à voir de la Chine ce que l'on ne nous montre pas. En second plan, on peut lire en chinois, sur une banderole publique : « *Se protéger contre les incendies, se protéger des vols, [...] garantir la sécurité* ». Or « *l'accroissement de la concurrence, l'efficacité économique signifient aussi le développement de l'insécurité, [...] une hausse des inégalités, [...] une précarité et une flexibilité toujours accrue* » (p. 235). En noir et blanc, accentuant ainsi un caractère durable tout en pointant des tensions, le point de vue du photographe, qui à la lecture de cet ouvrage prend tout son sens, a précisément su se focaliser, nous dit-il, sur son site Internet, sur « *la dureté figée dans les regards [et] les stigmates des pressions quotidiennement subies* ».

Gwendoline Debéthune

Doctorante en socio-économie
EHESS – UMR 8173 Chine, Corée, Japon
Ined – UR Démographie, Genre et Société

Leonore Davidoff et Catherine Hall – *Family Fortunes. Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise, 1780-1850*

(2014). Paris, La Dispute « Le genre du monde », 440 p. [traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Christine Wünscher, révision d'Isabelle Clair].

Plus de vingt-cinq ans après sa parution en Grande-Bretagne, *Family Fortunes. Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise, 1780-1850*, de la sociologue

Leonore Davidoff et de l'historienne Catherine Hall, est enfin traduit et publié en français. Dans la lignée des travaux d'E.P. Thompson sur *La formation de la classe ouvrière* (1988 [1963]), elles analysent la progressive constitution et affirmation de la « *middle class* » britannique – traduite par le terme de « *bourgeoisie* », rassemblant une variété de sous-groupes hiérarchisés « *soudés par une idéologie* » plus représentative de sa réalité sociale que sa traduction littérale « *classe moyenne* » – à l'ère de l'industrialisation, à l'intersection de la classe sociale et du genre. L'enjeu est de saisir comment la bourgeoisie en se constituant « *édifie son monde* » (p. 311). Selon la formule des auteures, « *la grammaire de la formation de [cette] classe sociale était une grammaire genrée* » (p. 427) qu'elles décèlent dans toutes ses institutions. Elles mettent l'accent sur la rigidification progressive des rôles sexués et la distinction fondamentale entre les 'sphères' publique et privée qui devient emblématique de la bourgeoisie. Elles soulignent aussi les conflits, les négociations et les contradictions de cette construction sociale, au sein de son système de croyances et en confrontant représentations et pratiques, tout en étant attentives aux évolutions chronologiques dont elles distinguent deux moments : celui des années 1780-1790, temps de l'apparition et de la formalisation

rhétorique de son idéal de classe intégré en partie par cette première génération qui garde par ailleurs des coutumes propres au XVIII^e siècle ; et celui des années 1830 et 1840 que l'on peut considérer comme celles de son accomplissement.

L'édition française, allégée de l'iconographie, d'un certain nombre de sources et de la majorité des références bibliographiques – ce que l'on peut regretter – est cependant précédée d'un avant-propos d'Eleni Varikas qui inscrit cet ouvrage dans le climat intellectuel, politique et social très contemporain en France (renouveau d'intérêt pour la classe, nécessité d'intégrer davantage le genre dans les travaux historiques), d'une note sur la traduction d'Isabelle Clair et Danièle Kergoat, et d'une introduction des auteures : « *Regard rétrospectif sur Family Fortunes* », dans laquelle ces dernières reviennent sur la postérité de l'ouvrage ainsi que sur leur démarche, et dressent un panorama historiographique. Elles présentent les recherches qui ont renouvelé, complété, nuancé les sujets abordés par leur travail, entre autres l'ampleur de la rupture chronologique de la fin du XVIII^e siècle, l'engagement politique des femmes de l'élite, l'histoire de la consommation, de la philanthropie, du corps et de la sexualité, le rapport des femmes à la propriété, l'interrogation sur la séparation entre 'public' et 'privé', travail et loisir. Elles

mentionnent quelques limites de leur travail – notamment l’absence d’archives judiciaires qui favorise une vision harmonieuse des familles étudiées (p. 31).

Leur étude porte sur des familles de la bourgeoisie provinciale de deux régions, dont deux sont étudiées plus systématiquement : les Cadbury, quakers et commerçants de la ville industrielle de Birmingham, et les Taylor, famille de littéraires et religieux dans la campagne de l’Essex au sud-ouest de l’Angleterre. Un chapitre liminaire, « Plantons le décor », présente les espaces, les parcours de plusieurs générations, leur mode de vie, leurs relations sociales et leurs activités professionnelles. Mémoires, correspondances et autres archives privées, ainsi que des productions littéraires – soulignons à cet égard l’usage de la poésie – et des manuels de savoir-vivre, mais aussi des testaments et des recensements forment un corpus vaste de sources. Si ces dernières sont peu référencées en notes de bas de page, elles sont néanmoins fréquemment citées dans le corps du récit, donnant aux lecteurs et lectrices la possibilité de voir vivre ces familles de la fin du XVIII^e et du premier XIX^e siècle.

La première partie, « Religion et idéologie », analyse la façon dont la bourgeoisie se constitue et trouve sa légitimité d’être et d’action dans la religion, que ce soit celle des groupes dissidents ou du renouveau évangélique

anglican. L’univers religieux offre des métiers et des réseaux de sociabilité, mais surtout fonde des valeurs et souligne l’importance de la famille, qui doit être au cœur d’un nouvel ordre moral porté par cette bourgeoisie naissante. Par ses avantages spirituels et matériels, la religion devient consubstantielle à la bourgeoisie à tel point qu’en 1850, être bourgeois c’est avoir un mode de vie chrétien. La religion forme l’assise sur laquelle se construisent l’identité et les pratiques sociales de la bourgeoisie, la légitimant en tant que classe face à l’aristocratie et lui donnant les moyens d’agir dans la sphère publique. Le genre permet de penser les expériences différentes de la religion qu’en font les hommes et les femmes, et le rôle respectif qui leur est assigné en vertu de principes religieux. S’ils ont une égalité spirituelle, la « masculinité évangélique » valorise la probité, le travail, la piété, la vie familiale et le sens des responsabilités (p. 116-121) tandis que la féminité, davantage débattue, est assignée à la vie conjugale et à la maternité et « s’exprime dans la dépendance » (p. 121). La production littéraire des années 1780-1800 formule la différence des sexes et souligne l’importance des valeurs domestiques dans la culture bourgeoise (p. 179), qu’elle propose des idéaux – par des auteurs issue de la *gentry* (groupe social intermédiaire entre la bourgeoisie et l’aristocratie, propre à la société

anglaise et non traduit en français) comme William Cowper et Hannah More – ou des mises en récit à visée pratique par des écrivains locaux. Initialement vue comme un idéal religieux, l'idéologie domestique devient à partir des années 1830 et 1840 une pratique de classe transmise dans de nombreux écrits très largement diffusés (chapitre 3). Les écrits intimes et la correspondance analysés par les auteures révèlent néanmoins les contradictions que peuvent vivre ces femmes, entre l'idéal promu et leur vie quotidienne.

Dans un second temps, la partie « Structure et opportunités économiques » montre l'imbrication de la famille et de l'entreprise dans 'l'établissement'. La mutation des formes de propriété enracine les femmes dans la dépendance aux hommes. L'activité professionnelle – de manière emblématique dans les manufactures, mais aussi dans le commerce, les banques et au sein des professions libérales et salariées – devient un élément essentiel de l'identité masculine bourgeoise (chapitre 6), conférant une indépendance économique et un statut public. Les hommes ne doivent pas négliger la famille et ses relations qui constituent un réseau sécurisant face aux aléas économiques, et garantit l'unité de leur classe sociale. À ce titre, les femmes jouent un rôle central, aussi bien dans les alliances matrimoniales et l'entretien des relations so-

ciales que dans l'éducation des jeunes garçons. Dans l'entreprise familiale, leur travail n'est pas rémunéré mais est pourtant multiple et essentiel, notamment dans la gestion du personnel ; elles peuvent en cas d'absence remplacer leur mari, père ou frère. Les auteures soulignent l'aide financière que les femmes apportent, ce qui permet de reconsidérer leur contribution dans la constitution d'une économie capitaliste au fondement de la bourgeoisie. Néanmoins, à partir des années 1830, avec l'essor des manufactures, l'éloignement de la famille et du foyer de l'espace de production contribue à marginaliser les femmes de la bourgeoisie de la sphère publique et économique. L'analyse des professions permet de cerner des métiers masculins et féminins. Au cours du siècle, il devient plus difficile pour ces femmes de gagner leur vie, même pour les veuves qui doivent assurer leur subsistance, et leur identité est « *davantage familiale que professionnelle, quelles que fussent les tâches qu'elles accomplissaient réellement* » (p. 306). Ainsi, « *l'assimilation des femmes à la sphère domestique devint l'un des éléments clés définissant le statut social de la bourgeoisie* » (p. 269) et la force de l'ouvrage réside dans la mise au jour de cette évolution progressive qui fait de la femme de la bourgeoisie un être économiquement dépendant, conception légitimée par l'idéologie

domestique progressivement transmise et assimilée, ce dont témoigne l'éducation différenciée des filles et des garçons.

Dans un dernier temps, la partie « La vie quotidienne : le genre en action » s'intéresse aux pratiques qui définissent une identité genrée centrée sur la distinction entre public et privé qu'il faut construire « *tant dans l'espace mental que dans le domaine matériel* » (p. 311). La vie quotidienne permet de voir l'incarnation des rapports de sexe et les auteures sont attentives à confronter les représentations idéales des rôles genrés et les diverses situations sociales qui mettent en lumière les contradictions. Le mariage devient une institution centrale – en témoigne l'intolérance croissante à l'égard des naissances illégitimes – et une nombreuse descendance en est souvent le corollaire, les familles citées ont souvent entre sept et quinze enfants. Le rôle paternel, incarnant à la fois une autorité civile et religieuse, est valorisé et s'étend envers les domestiques. La maternité est conçue comme une aptitude naturelle pour les femmes et son exercice à temps plein devient « *un élément central de l'élévation sociale de la bourgeoisie* » (p. 327), puisqu'elles assurent la reproduction, l'entretien et l'éducation de la famille. Ce chapitre revient notamment sur l'importance des solidarités fraternelles et familiales, ciment de la bour-

geoisie et soutien économique. Les femmes doivent par ailleurs composer avec les domestiques, et entretenir la propreté et l'ordre, devenus des valeurs essentielles de leur classe sociale, jouant un rôle capital dans la création du foyer bourgeois (chapitre 8), espace séparé, à l'abri, où peut se replier l'homme. Alors que dans le premier XIX^e siècle, la vie bourgeoise est encore précaire (p. 379), les bonnes manières, les tenues vestimentaires et la participation aux événements sociaux redéfinis selon des normes de genre fournissent des cadres structurants pour asseoir la représentation publique de la bourgeoisie et participent à la transformation de l'espace public.

L'intérêt principal de cet ouvrage réside dans l'articulation du genre à la classe sociale pour comprendre ce nouveau groupe qu'est la bourgeoisie britannique du premier XIX^e siècle, avant son affirmation incontestée dans la seconde moitié du siècle. En suivant des histoires individuelles et collectives dans des lieux précis, en interrogeant les espaces, les pratiques et les représentations, les auteures dessinent une construction progressive, consciente et voulue de la bourgeoisie, et l'incorporation parfois heurtée des normes de genre et de classe. Elles montrent que la redéfinition des normes de genre fait partie intégrante du projet des hommes et des femmes de la bourgeoisie naissante et lui permet de se cons-

truire en tant que classe. Leonore Davidoff et Catherine Hall embrassent tous les aspects de la vie, de la naissance à la mort, imbriquant la vie quotidienne familiale et les activités économiques, politiques et religieuses, tout en étant sensibles aux frontières mouvantes entre ces différents espaces. Si l'analyse est consacrée à la constitution d'un groupe de l'intérieur, les auteures portent attention au positionnement de cette classe bourgeoise par rapport à la classe ouvrière dont elle cherche à se distinguer, et vis-à-vis de l'aristocratie face à laquelle elle cherche à se légitimer.

Anne Jusseaume

Doctorante en histoire
Centre d'histoire de Sciences Po

Lilian Mathieu – *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*

(2014). Paris, François Bourin « Penser le monde », 272 p.

Auteur de plusieurs ouvrages sur la prostitution⁵ et les mouvements sociaux des prostituées⁶, sur la dynamique des mouvements sociaux, Lilian Mathieu prolonge, dans sa dernière publication, ses recherches sur l'étude de l'abolitionnisme français. Son titre, *La fin du tapin*, doit être considéré comme une question ouverte, à laquelle les politiques n'ont pas encore de réponse. Les discussions

autour du projet de loi de 2013 visant l'éradication de la prostitution en pénalisant les clients de prostituées, puis son rejet par le Sénat, indiquent cette indétermination des politiques.

Face à la proposition de pénalisation des clients promue par la campagne « Abolition 2012 » et inspirée d'un dispositif soi-disant nordique, l'auteur adopte non seulement la position du chercheur par rapport à son objet d'étude, mais aussi celle d'acteur du débat public concernant la prostitution. Cette position implique des confrontations avec les protagonistes du débat : la tribune de Mathieu, rédigée pour *Rue89* en octobre 2013 a suscité des réponses acerbes de la part des abolitionnistes, comme la féministe Christine le Doaré⁷.

Dubitatif face à la pénalisation des clients, Mathieu se situe politiquement dès son introduction entre le « *refus [de] la vision abolitionniste d'une prostitution intrinsèquement oppressive* » et un « *scepticisme devant la revendication d'une reconnaissance du 'travail du sexe'* » (p. 17). Ce refus de « *choisir son camp* » a des conséquences pratiques sur ses recherches car il lui a limité l'accès à certains terrains d'enquête, son positionnement provoquant des degrés variables de méfiance dont il rend compte (p. 16).

⁵ Issus d'une ethnographie des prostituées lyonnaises menée au début des années 1990.

⁶ *Mobilisations de prostituées*. Paris, Belin, 2001.

⁷ <http://rue89.nouvelobs.com/2013/10/12/les-femmes-etrangeres-revent-devenir-putecest-ca-246484>

Ce contexte à l'esprit, le lecteur ou la lectrice de *La fin du tapin* comprend mieux le ton assez critique de l'auteur à l'égard de la cause abolitionniste. Pourtant, le scrupule de Mathieu vis-à-vis des abolitionnistes dépasse le choix politique : il y voit la nécessité de défendre « *l'autonomie du champ scientifique contre les logiques extérieures* » (p. 18). Bien que les abolitionnistes se posent en expert·e·s de la réalité prostitutionnelle, ils/elles appliquent stratégiquement des logiques extérieures à son fonctionnement, sans la connaître par un travail de terrain approfondi.

Mathieu pose au cœur de son propos la question de l'engagement altruiste des acteurs et des actrices du mouvement, c'est-à-dire la défense des intérêts d'un groupe par un autre converti à une cause qui ne le concerne pas directement (p. 5). Par conséquent, à côté de l'outillage fourni par la sociologie des mouvements sociaux, Mathieu s'appuie sur les travaux fondateurs de Joseph Gusfield et d'Howard Becker de l'École de Chicago. Leurs théories sur les croisades morales et leurs entrepreneurs, la construction des problèmes publics et les solutions qui leur sont apportées, sont appliquées par Mathieu pour traiter de « *ce qui autorise un groupe à parler et à agir en lieu et place d'un autre* » (p. 6). Mathieu décrit donc le déplacement que constituent l'appropriation et la problématisation

publiques de la réalité sociale des prostituées selon un certain registre (p. 9). En étudiant le mouvement abolitionniste, Mathieu retrace la genèse et les transformations du réglementarisme et de l'abolitionnisme, dessine une cartographie de ses acteurs et actrices, analyse son style rhétorique et la façon dont les abolitionnistes font face à l'antagonisme (la communauté sanitaire et les groupes néo-réglementaristes), et finalement l'appropriation politique qui en est faite en France.

L'histoire du mouvement, qui commence avec la croisade de l'intégrationniste britannique Joséphine Butler sur le continent européen jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, a déjà été largement traitée par les historiens Alain Corbin et Judith R. Walkowitz. Mathieu s'appuie sur leurs travaux portant sur les premières décennies de l'histoire de l'abolitionnisme. Dans son ouvrage *Les filles de noce*⁸, Corbin décrit l'émergence d'un système de surveillance médico-policière de la prostitution en France. Judith R. Walkowitz dans *Prostitution and Victorian Society*⁹ traite la croisade menée par la petite bourgeoisie protestante anglaise – sous la direction de

⁸ Corbin Alain (1978). *Les filles de noce : misère sexuelle et prostitution aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, Aubier Montaigne.

⁹ Walkowitz Judith R. (1980). *Prostitution and Victorian Society: Women, Class, and the State*. Cambridge & New York, Cambridge University Press.

Joséphine Butler – contre ce ‘système français’ en Angleterre ainsi qu’à l’étranger. Pourtant, comme l’explique Mathieu dans son premier chapitre, la période de l’après-guerre illustre le mieux les évolutions de l’abolitionnisme en France, pour comprendre son existence et sa forme contemporaine. L’évolution majeure consiste à partir des campagnes qui visent à abroger le ‘système français’ médico-policié de la réglementation de la prostitution, et qui amènent à celles soutenant l’abolition de la prostitution (p. 8).

La période de l’après-guerre montre la ‘professionnalisation’ progressive du mouvement abolitionniste et la prise en charge d’une manière monopolistique des prostituées. En effet, un changement important a eu lieu au cours des années 1960. En passant de préoccupations sanitaires et morales à des préoccupations sociales (p. 47), ce changement a généré un écart croissant entre une action fondée sur l’expertise scientifique en matière d’aide sociale et celle relevant de la compassion et de la foi religieuse (voir par exemple la division du Mouvement du Nid¹⁰ en 1971).

¹⁰ Après sa fondation officielle en 1946, le Nid a été reconnu comme expert en matière de prostitution. Lors de sa scission en 1971, on voit l’établissement de deux associations distinctes : L’Amicale du Nid (laïque et professionnelle, engagée dans la prévention et la réinsertion des prostituées) et le Mouvement du Nid (à caractère religieux et engagé pour l’abolition de la prostitution).

Dans les années 1990, les mises en cause du monopole abolitionniste sur la prostitution ont pris une nouvelle ampleur avec l’apparition d’associations pour la santé communautaire. Des prostituées se sont mises à distribuer des préservatifs, à mener des campagnes de prévention contre le sida et à militer en faveur de la normalisation de la prostitution.

Cette remise en question des thèses abolitionnistes n’a laissé aux deux acteurs principaux du mouvement abolitionniste (le Mouvement du Nid et la Fondation Scelles) d’autre choix que celui d’une remobilisation en s’alignant sur de nouveaux alliés, à la fin des années 1990. L’inclusion de nouveaux acteurs et actrices, plus jeunes et dissemblables comme les militant·e·s altermondialistes (par exemple, le groupe Genre d’Attac) et féministes (Osez le féminisme ou Les chiennes de garde), a rendu nécessaire un travail actif pour unifier l’espace abolitionniste, qui fait l’objet du second chapitre. Mathieu prend en exemple le colloque « Peuple de l’abîme » tenu à Paris en 2001 par l’Unesco comme indice du « début d’un ralliement à la politique suédoise de pénalisation des clients, le tissage de liens plus étroits avec le féminisme et la réactivation de la thématique de la traite » (p. 101).

Cette unification de l’espace abolitionniste implique un travail d’uniformisation du discours abolitionniste, grâce à un « *cadrage* »

de la prostitution comme une violence et à la pénalisation des clients comme solution privilégiée. Le troisième chapitre, qui se focalise sur cette période de remobilisation contemporaine, est une analyse minutieuse de ce que Mathieu appelle « *le style abolitionniste* » dans la littérature du mouvement. Pour sensibiliser la communauté au problème public (p. 123) et se rallier de nouveaux soutiens, la communication abolitionniste vise à porter l'indignation et l'information. Elle est donc simultanément de type cognitive (« *la prostitution résulte de telles causes et existe sous telles formes* ») et morale (« *la prostitution est une réalité inacceptable et comme telle à combattre* ») (p. 124).

Le premier objectif est réalisé par l'invocation, de la part des intervenant·e·s et d'expert·e·s, de titres universitaires pour sceller la légitimité de leur propos. Or ceux-ci sont finalement ambigus ou trompeurs, comme le montre Mathieu, et les expertises ont tendance à se fonder sur les données et explications les plus adéquates aux hypothèses de départ et montrent beaucoup d'intertextualité. Même les universitaires 'authentiques' n'ont pas toujours l'expérience d'enquêtes empiriques. Leurs travaux sont le fruit soit de réflexions générales, soit de l'exégèse des textes juridiques.

Les sensibilités morales sont touchées, ironiquement, par l'utilisation de données quantitatives,

dont les sources ne sont pas toujours citées, dans le cadre de ce que Christophe Traïni et Johanna Siméant appellent un « *dispositif de sensibilisation* » (p. 135). En référence à la notion chère à Gusfield de « *style du non style* », et au courant affectif qui a reçu depuis peu l'attention des universitaires français, Mathieu décortique comment les abolitionnistes utilisent des données objectives afin de produire une réponse émotionnelle du public en peignant un « *portrait horripilant* » (p. 136) de la prostitution.

Certains des choix discursifs des abolitionnistes sont aussi colorés par l'antagonisme auquel ils et elles sont confronté·e·s et qui conteste leur 'propriété' du problème de la prostitution. La manière dont les abolitionnistes font face à leurs adversaires – les associations de la santé communautaire mentionnées plus haut, mais aussi les groupes dirigés par ceux/celles qu'ils et elles cherchent à 'libérer' — est étudiée dans le chapitre quatre. Mathieu décrit les méthodes utilisées par les deux camps pour remettre en cause la représentativité et la légitimité de l'autre. Ainsi, en peignant le proxénète comme une sorte de « *folk devil* » (Stanley Cohen) – un monstre rationnel et manipulateur – et la prostituée comme passive et infantilisée, les abolitionnistes rendent invalides les demandes de normalisation de la prostitution des travailleurs et travailleuses du sexe sur la base

de la disqualification de leur consentement à exercer ce métier. Cette normalisation favoriserait les intérêts des proxénètes dans le cadre d'un complot plus large.

Le chapitre final aborde l'appropriation politique ambiguë des thèses abolitionnistes, qui aboutit à la pénalisation de la demande. Constatant que la prostitution a été pendant longtemps considérée comme un sujet « *disqualifié et disqualifiant* » (p. 217) dans l'espace public en France, Mathieu cherche à expliquer la façon dont elle s'est imposée dans l'agenda politique, d'une manière inédite, avec la remobilisation abolitionniste des années 1990. Au niveau local, la criminalité proxénète rendue visible par l'afflux de prostituées étrangères sur les trottoirs des centres-ville français a généré une « *moralisation des territoires urbains* ». Au niveau national, on observe l'augmentation de la « *légitimation politique des questions féministes* » (p. 223) – et leur défense par des « *fémocrates* » (p. 225) – qui a favorisé l'acceptation d'un débat sur la prostitution. Depuis que cette dernière est considérée comme un problème public, les efforts du lobby de la Coordination française pour le lobby européen des femmes ont joué un rôle important dans la promotion de la politique suédoise auprès des institutions françaises.

Il est intéressant de noter le rôle de ces fémocrates ('féministes étatiques') dans le succès récent – sur le plan international et local –

du mouvement abolitionniste et de ses vues. Pourtant, la question de la prostitution continue à polariser les mouvements féministes, ces espaces de la cause des femmes que Laure Bereni qualifie « *d'univers social composite* » (p. 103). Alors que la position des féministes abolitionnistes fait l'objet de cet ouvrage, il ne faut pas oublier que le nombre de féministes se prononçant pour la libre disposition du corps n'est pas négligeable.

Étude riche et structurée sur le mouvement abolitionniste, *La fin du tapin* constitue une contribution à la sociologie des croisades morales et nous donne une meilleure idée de la manière dont ce conflit s'est instauré à l'intérieur du mouvement féministe.

Michèle Greer

Doctorante en science politique
Cresppa-Labtop

Anne Monjaret et Catherine Pugeault (eds) – *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*

(2014). Paris, ENS Éditions « Sociétés, espaces, temps », 264 p.

Faisant suite à un séminaire du même nom, *Le sexe de l'enquête* rassemble des contributions à la croisée de la sociologie et de l'« *anthropologie/ethnologie* » (p. 9), revenant sur « *les effets de sexe* » à l'œuvre dans des enquêtes de terrain aux thèmes variés. L'anthropologue Anne Monjaret et la sociologue Catherine Pugeault, qui ont dirigé l'ouvrage, ne se sont pas bornées à collecter

des propos épars sur le sujet : chaque partie est introduite par leurs soins afin de préciser son enjeu propre au sein de l'ensemble et elles ont complété l'introduction générale d'un article de près de 60 pages dressant un état de la littérature sur la prise en compte du sexe de l'enquêteur-trice et des enquêté·e·s dans l'analyse méthodologique. Minutieux, un tel livre est aussi inédit dans la production française des ouvrages de méthode. Pour cette raison et pour la qualité des contributions en son sein, on donnera dans un premier temps un bref panorama de son contenu, afin d'aiguiser l'intérêt des lecteurs et lectrices. Sera ensuite plus longuement discuté le parti pris des coordinatrices de ne pas l'inscrire dans la recherche féministe, ni même à proprement parler dans l'ensemble pourtant désormais consensuel des études de genre : lacunes bibliographiques, embarras conceptuels et piques antiféministes caractérisent aussi l'ouvrage.

Dans la première partie, « L'enquête sous contraintes relationnelles : établir et entretenir la confiance », Isabelle Mallon, Laurence Guyard et Pierre-Noël Denieuil reviennent sur les ressorts genrés des liens de confiance tissés sur des terrains majoritairement peuplés de femmes – les maisons de retraite et la consultation gynécologique en France, « *l'entrepreneuriat féminin* » en Tunisie ; ce qui leur permet d'aborder les avantages

réels et illusoire de l'homosociabilité pour la relation d'enquête, ainsi que le rôle de la subjectivité de l'enquêteur ou de l'enquêtrice dans le processus d'objectivation de la vie des autres. Dans la deuxième partie, « L'enquête ou le théâtre des relations sexuées », ce sont les hommes qui constituent l'essentiel des enquêtés. Si les auteur·e·s abordent bien des jeux de rôle à l'œuvre dans la relation d'enquête, ce qui caractérise le plus leurs contributions est de mettre au jour des rapports de pouvoir tous articulés à la différence des sexes : l'injonction faite à Jasmina Stevanovic, comme à toute femme à bord d'un navire de la marine marchande, d'entretenir un rapport hiérarchique avec son « *collaborateur* » cameraman dès lors rabaissé au rang de « *subalterne* », la nécessité pour Geneviève Pruvost de masquer son féminisme auprès des policiers, l'obligation pour Agnès Jeanjean d'accepter « *un rapport initiée-initiateur* » avec les égoutiers, etc. ; rapports de pouvoir qui sont à l'œuvre jusque dans l'équipe enquêtrice, comme le montre très bien le développement sur la division sexuée du travail d'enquête proposé par Marc Bessin et Marie-Hélène Lechien. Dans la troisième partie, « L'enquête ou le théâtre de relations sexualisées », Anne Saouter sur le milieu rugbystique, Philippe Combessie à propos de sa relation avec ses enquêtées

« *libertines* », Sylvie Bigot revenant sur son enquête par Internet auprès d'escortes révèlent ce que la grande majorité des comptes rendus d'enquête passent sous silence : le fait que, comme toute relation sociale, la relation d'enquête est souvent traversée par la sexualité.

Si plusieurs contributions utilisent le 'genre' et les 'rapports de sexe' de façon centrale et dans une perspective féministe (cf. Mallon, Stevanovic, Bessin et Lechien, Pruvost, Jeanjean, Saouter), l'usage que Monjaret et Pugeault font de ces concepts est plus qu'ambivalent. Le 'genre', absent de la couverture, apparaît au frontispice de leur introduction générale (« En quête de genre ? ») et du premier chapitre (« Le travail du genre sur le terrain »), qui propose une revue de la littérature destinée à « *saisir les limites des connaissances et des pratiques disciplinaires accumulées en langue française* » (p. 20). Elles manifestent pourtant une distance au concept dès les premières pages du livre et l'idée qu'on pourrait les imaginer tenir un propos féministe est écartée dès que possible : Monjaret et Pugeault ne sont pas des « *militantes avérées* » (p. 8), les « *gender studies* » ne sont pas de leur âge (le 'genre' serait une importation toute américaine et toute récente, p. 8) et elles laissent aux « *spécialistes* » le soin de trancher entre les différentes conceptualisations du sexe et du

genre (p. 9) – les sophistications d'ordre épistémologique ne sont pas de leur ressort et sont manifestement négligeables lorsque « *c'est l'entrée méthodologique qui est privilégiée* » (p. 9). Ce qui ne les empêche pourtant pas d'utiliser les catégories de 'sexe' et de 'genre', selon des acceptions qui du coup restent indéfinies, comme en témoigne l'usage synonymique qu'elles font des deux termes, les « *effets de sexe* » sur l'enquête par exemple devenant régulièrement « *effets de genre* ».

Par ailleurs, les coordinatrices proposent une généalogie étonnante de l'état des savoirs sur le sexe (ou le genre, donc) de l'enquête : des pans entiers de la recherche féministe française (mais aussi pour une grande part états-unienne) sont occultés. Si l'histoire des femmes est mentionnée, de même que l'invisibilisation du travail des enquêtrices durant plusieurs décennies, en revanche quasiment aucune chercheuse féministe ayant fait la preuve de cette invisibilisation n'est citée. C'est que Monjaret et Pugeault n'ont « *dépouillé* » que les « *revues généralistes phares de l'ethnologie et de la sociologie* » (p. 20) : cherchant à comprendre la production scientifique sur le sexe de l'enquête, elles n'ont inclus dans leur corpus de référence aucune publication s'occupant centralement de sexe et de genre. Du coup, seules des spécialistes du genre publiées à partir des années 2000, dans des

revues « généralistes » (contrairement à la majorité de leurs prédecesseurs), sont référencées. Pourtant Monjaret et Pugeault parlent de « *division sexuelle du travail d'enquête* », de « *rappports sociaux de sexe* », de « *stéréotypes de genre* » mais sans jamais évoquer les auteures qui ont forgé ces concepts. De façon récurrente, et particulièrement pour désigner celles qui ont le plus écrit dans les années 1970 et 1980, « *les féministes* » n'ont pas de nom et apparaissent distinctes de deux autres ensembles : « *les sociologues* » et « *les anthropologues* ». Enfin ce sont les hommes qui en parlent le mieux. Il y a ceux qui les critiquent : Edgar Morin et sa vision essentialisée des qualités féminines (p. 36), Howard Becker et son « *ironie mordante* » qui dénonce « *un noyau très solide des critiques féministes selon lesquelles de nombreuses théories sociologiques (sinon toutes) sont sexistes* » (p. 52). Et il y a ceux qui les aiment bien : Maurice Godelier du côté des Françaises, Daniel Cefaï pour les Américaines, et surtout, Jean Copans qui apparaît comme le spécialiste sur le sujet (quatorze citations dans l'article inaugural de l'ouvrage).

On ne pourra donc pas suspecter Monjaret et Pugeault d'être féministes. Était-il besoin pour autant d'épingler la perspective féministe nécessairement à « *dépasser* » (p. 52), sans réels arguments, avec force ironie et sous-entendus ? Était-il besoin

d'occulter la production féministe particulièrement sur les catégories dont les directrices du *Sexe de l'enquête* ont pourtant elles-mêmes hérité puisqu'elles les utilisent abondamment ? Et une telle occultation, qui plonge les noms dans l'oubli et raccourcit les propositions théoriques, était-elle judicieuse ? En partant de l'idée que méthode d'enquête et épistémologie n'ont rien à voir l'une avec l'autre, Monjaret et Pugeault tendent tout au long de leur propos à aplatir le 'sexe' de leur titre à une simple « *variable* » (p. 31) et à une « *caractéristique* » personnelle/individuelle (p. 14, 25, 32, 37, 45, 50, 61, 66, 71). S'il est question en fin de chapitre d'un « *ordre politique* » qui organiserait le « *rapport d'enquête* », dans l'essentiel du texte il ne faudrait pas voir dans le rapport social de sexe un rapport hiérarchique systémique. Au-delà du fait qu'on se demande alors pourquoi Monjaret et Pugeault utilisent à plusieurs reprises le concept de '*rapport social de sexe*', elles se condamnent souvent à juxtaposer les « *situations* » et les « *rencontres* » (parfois « *mauvaises* » quand l'enquêtrice doit « *se prémunir du viol* », p. 63). De la même façon, parce qu'elle n'est jamais construite comme une catégorie décrivant un rapport de pouvoir, la sexualité est réduite à un ensemble de pratiques érotiques, et elle apparaît presque systématiquement en fin d'énumération

ou de plan (du chapitre introductif et du livre dans son ensemble), comme si elle était un produit mécanique et secondaire du genre. Ce qui est une des plus grandes déceptions de l'ouvrage : alors que quasiment rien en français n'existe sur la sexualité dans l'enquête, on ne peut que saluer l'intérêt porté pour ses manifestations et ses effets méthodologiques, tels qu'ils sont présentés dans les chapitres opérant des retours sur des enquêtes spécifiques ; mais son traitement par les directrices de l'ouvrage en tant qu'« *irruption* » (p. 16, 64, 69) et effet magique du sexe/genre (on peut ainsi lire p. 66 que « *les relations sexuées se traduisent parfois sur le terrain d'enquête en relations sexuelles* »), là encore à mille lieues de toute réflexion épistémologique, notamment sur l'articulation entre sexe, genre et sexualité, empêchent d'en produire une analyse méthodologique qui aille au-delà de la seule description de situations et de « *jeux* » de « *séduction* » (p. 12, 13, 39, 48, 50, 51, cinq fois p. 64, trois fois p. 199, trois fois p. 200).

On ne peut s'empêcher de s'interroger sur les motivations à l'origine du projet de Monjaret et Pugeault. Pourquoi se concentrer sur le sexe de l'enquête quand on s'intéresse si peu aux conceptualisations du genre ? Et pourquoi consacrer autant de pages à dénoncer l'invisibilité du travail scientifique des femmes, et avoir

(re)trouvé de nombreuses références faisant la preuve du mépris que ce travail a longtemps inspiré à nombre de chercheurs, pour en réalité considérer l'analyse féministe si peu digne d'intérêt qu'elle n'est évoquée que de très loin et sous la plume d'hommes ?

Isabelle Clair

Sociologue,
chargée de recherche au CNRS
Laboratoire Cresppa, équipe GTM
(UMR 7217, CNRS, Paris 8)

Sabrina Sinigaglia-Amadio (ed)
– *Enfance et genre. De la construction sociale des rapports de genre et ses conséquences*

(2014). Nancy, Presses universitaires de Lorraine, 292 p.

L'ouvrage, rédigé sous la direction de Sabrina Sinigaglia-Amadio, comporte une vingtaine de contributions révélant ainsi la richesse scientifique du colloque « *Enfance et genre : comment le sexisme vient aux enfants ?* » qui s'est tenu fin 2011. Composé de trois parties, il s'attache à comprendre les mécanismes et les enjeux sociaux de la construction des rapports de genre qui trouvent leurs origines dans les espaces de l'enfance. En effet, tout au long de l'ouvrage, l'hypothèse d'une construction de soi dans l'enfance marquant durablement l'individu (p. 8), ses pratiques et ses aspirations se trouvent accréditées et rappellent dès lors l'importance de lutter au sein des diverses instances de socialisation contre les stéréotypes de sexes et la

bicatégorisation sexuée de la société.

La contribution de Catherine Vidal, neurobiologiste, ouvre la première partie de l'ouvrage consacrée à la pluridisciplinarité du concept de genre. Les approches de la neurobiologie – et le concept de 'plasticité cérébrale' –, de l'histoire des sciences (Christine Détrez) – et de la production scientifique majoritairement masculine qui s'inscrit dans les catégories de pensée de la société –, de la psychologie (Annik Houel) – et de l'importance des interactions précoces dans le processus de construction de soi en tant que femme ou en tant qu'homme –, de la philosophie (Bérengère Kolly) – qui s'appuie sur la différence des sexes sans pour autant que cette 'différence' soit un objet philosophique (p. 53) – permettent de mettre en exergue la résistance de la pensée de la différence des sexes, qui tend à essentialiser la hiérarchie. Cette résistance interroge d'autant plus que les études qui attestent de son absence de scientificité existent mais sont peu relayées et diffusées.

La deuxième partie, intitulée « Objets de l'enfance et construction sociale du genre », aborde quatre vecteurs de diffusion et de reproduction des stéréotypes de sexe. La cohérence de ces vecteurs fait système et tend à rendre particulièrement difficile la mise à distance des normes de genre. À l'instar de la production scientifique, Sylvie Cromer attire notre

attention sur la dominance masculine et la ségrégation de la production de spectacles pour jeunes publics. Comme dans la littérature enfantine (Brugeilles *et al.* 2002¹¹), une double suprématie apparaît dans les représentations artistiques : masculine et adulte ; les femmes ayant ainsi le second rôle et les filles étant quasi absentes. Mona Zegaï rappelle l'importance des jouets et du jeu dans le processus de socialisation sexuée qu'elle place au centre des interactions familiales (enfants, fratrie, parents, grands-parents) pour mieux saisir comment « *être soi-même* » revient, dans un premier temps, à ne pas être de la catégorie de sexe opposé, surtout pour les garçons (p. 86). Les articles de Sabrina Sinigaglia-Amadio et d'Amandine Berton-Schmitt attestent de la prégnance tenace de supports pédagogiques utilisés dans le secondaire qui sont « *discriminants, stéréotypés et sexistes* » (p. 115). Aussi, à la lecture de ces articles et des rappels des textes de lois qui y sont faits, avons-nous envie d'écrire : « l'illégalité a une surprenante résistance quand elle concerne les femmes », pour reprendre la fameuse expression de Paola Tabet concernant le « *naturel* »¹².

¹¹ Brugeilles Carole *et al.* (2002). « Les représentations du masculin et du féminin dans les albums illustrés ou comment la littérature contribue à élaborer le genre ». *Population*, vol. 57, n° 3.

¹² Tabet Paola (1998 [1985]). « Fertilité naturelle, reproduction forcée ». In Tabet Paola. *La construction sociale de l'inégalité*

Enfin, l'article de Marie-Pierre Julien, à partir de l'enquête CorAge (recherche ANR « Expérience du corps et passage des âges : le cas des 9-13 ans [Italie-France] », p. 143), s'intéresse à l'appropriation, par les jeunes de 9 à 13 ans, des objets de soin pour le corps, tels le déodorant, le parfum ou le maquillage. L'analyse de la circulation de ces objets au sein du groupe de pairs mais surtout au sein de la famille saisit la progressive construction des catégories d'âge et de genre à cette période où les jeunes sont censé·e·s quitter le monde de l'enfance et (re)définir leur place.

La troisième partie, « Groupes de pairs, parents, professionnels et construction sociale du genre », donne toute sa place à la construction interactive du genre au travers du regard des adultes sur la différence des sexes. L'article de Julie Delalande, qui met l'accent sur le passage de l'enfant écolier au préadolescent collégien, et celui de Virginie Vinel, qui s'intéresse au regard des professionnel·le·s de santé sur les transformations du corps des jeunes de 9 à 14 ans, font écho à l'article de Marie-Pierre Julien. L'attention portée à l'entrée dans la puberté et son décryptage social et médical expriment « *le souci des sociétés occidentales de la construction de l'individu par*

une succession d'étapes » (p. 162) et l'incitation faite aux enfants de se conformer à cette succession et de montrer les signes d'une identité genrée et non troublée au fil de l'âge. Aussi s'approprier 'son' genre est-il le résultat d'un processus interrelationnel long, complexe et collectif. Les articles d'Isabelle Collet et d'Anette Jarlégan reviennent sur l'instance de socialisation qu'est l'École et s'attachent à porter le regard sur les attentes différenciées des professeur·e·s envers les capacités et le comportement des filles et des garçons. Ces attentes genrées ont des conséquences sur l'estime de soi et sur l'apprentissage et l'expérience de l'échec et de la réussite. De ce fait, elles influencent fortement la définition de soi, les ambitions, les manières de se projeter dans l'avenir. Elles contribuent donc à rendre compte de la pérennisation de la pensée de la différence ; laquelle est un point d'appui des inégalités entre les femmes et les hommes. Enfin les articles d'Helena Hirata et de Fanny Zanferrari interrogent les trajectoires des hommes qui s'investissent dans le travail du *care* rémunéré et les changements que cet investissement implique (ou non) dans la division sociale et sexuée du travail. Dans les métiers majoritairement féminins investis par des hommes, les attributs associés au masculin sont préservés, contrairement à ce qui se passe pour les femmes qui pénètrent, s'infiltrèrent dans des

des sexes. Des outils et des corps. Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du Féminisme ». Tabet écrit « Le naturel a une surprenante résistance lorsqu'il concerne les femmes ».

métiers d'hommes. Cela rappelle ainsi que l'une des composantes essentielles du système de genre s'appuie sur l'ordre hétéronormatif et (donc) sur la construction de la virilité qui, pour être performative, doit combiner en un seul bloc identités de sexe, de genre et de sexualité (Clair 2012¹³). D'une certaine manière, l'enjeu pour les hommes est de garder leur place dans le groupe des hommes, le groupe dominant ; pour cela, ils doivent faire la preuve de leur virilité ; les femmes, appartenant au groupe dominé, n'ont pas ce souci : elles ne peuvent pas déchoir de leur groupe d'appartenance de sexe.

Avant que Virginie Vinel ne conclut en revisitant les différentes contributions, Sabrina Sinigaglia-Amadio donne « *la parole à des professionnel-le-s engagé-e-s au quotidien contre les violences faites aux femmes* » (p. 253) qui reviennent sur la « *chronologie de prise en charge institutionnelle* » de ces violences. Ces professionnel-le-s reconnaissent que des avancées institutionnelles et juridiques ont été réalisées, tout en soulignant les difficultés « *sur le terrain* » principalement liées à l'absence de formation sur cette thématique. Entre autres exemples possibles, on peut penser aux formations du

métier de professeur-e des écoles ou d'éducateur et éducatrice de la protection judiciaire de la jeunesse qui préparent pourtant des professionnel-le-s constitué-e-s en équipes mixtes et qui ont affaire à des publics mixtes.

Il me semble que plus globalement, ce peu de formation révèle le paradoxe entre des politiques publiques qui prétendent lutter contre les stéréotypes et les inégalités entre les femmes et les hommes sans pour autant mettre en place les moyens qui tendraient à rendre cette lutte efficace. Une fois de plus, on constate un hiatus entre les discours égalitaires et les pratiques inégalitaires qui permettent au système de genre de se reproduire et, par effets autoréalisateurs, de renforcer la pensée de la différence des sexes et les inégalités femmes-hommes en faveur des hommes. L'ouvrage appelle en définitive à s'appuyer sur les études existantes (qui se renouvellent mais montrent peu d'évolutions) pour continuer de rester vigilant-e-s et de déconstruire au quotidien la domination du masculin sur le féminin et l'invisibilisation du féminin ; lequel est régulièrement renvoyé à sa prétendue spécificité quand le masculin garde son statut d'universel.

Charlotte Debest

Docteure en sociologie

INED et LCSP

Université Paris Diderot – Paris 7

¹³ Clair Isabelle (2012). « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel ». *Agora Jeunesse*, n° 60.

Florence Weber, Loïc Trabut et Solène Billaud (eds) – *Le salaire de la confiance. L'aide à domicile aujourd'hui*

(2014). Paris, Éd. Rue d'Ulm « Sciences sociales », 368 p.

Cet ouvrage est le résultat d'une enquête collective menée de 2008 à 2012 dans plusieurs départements : Villevieille, Renom, Messine, *etc.*¹⁴, au sein de l'atelier « Politiques de la dépendance » du Département de sciences sociales de l'École normale supérieure. À partir d'une approche ethnographique, les auteur·e·s illustrent 'par le bas' la diversité des actrices et acteurs qui sont impliqués dans la prise en charge professionnelle des personnes âgées dépendantes à domicile.

L'ouvrage part du constat d'une « *complexité kafkaïenne* » dans le secteur : en termes de statuts d'emploi et de contrats de travail, de rémunérations mensuelles, de qualification, de tâches prescrites, de conditions de travail et de prise en charge (Introduction : « Le maintien à domicile : à quel prix ? » (p. 19).

Cette complexité est en grande partie le résultat de l'évolution de l'aide à domicile au cours des dernières années : d'abord, par l'énorme croissance de l'aide à domicile considérée comme 'Eldorado' de 'gisements d'emplois' par les politiques

d'emploi ; ensuite, par la tendance politique orientée vers le 'libre choix' inspiré par les principes de 'personnalisation des droits' et de 'solidarité de proximité' ; et finalement, par une tendance morale à considérer le soin des personnes dépendantes comme une charge insoutenable pour les familles. Les auteur·e·s expliquent cette complexité par la concurrence et la juxtaposition de trois modèles de production : domestique, sanitaire et social, industriel. Les tendances majeures qui sont abordées au cours de cet ouvrage mettent en relation ces trois modèles : une tendance à l'industrialisation de l'aide sociale et du travail domestique ; une tendance à la marchandisation de l'aide à domicile ; et une tendance à la pénétration des principes sanitaires et hospitaliers dans l'espace privé du domicile.

La première partie de l'ouvrage met au jour les tensions et contradictions qu'entraîne l'instauration d'un processus de rationalisation industrielle du travail de l'aide à domicile depuis les années 2000. Dans le premier chapitre, Loïc Trabut montre les effets de ce nouveau contexte sur les conditions de travail des salarié·e·s dans les services prestataires d'une association à Villevieille. Les cadres sont amenés à instaurer des mécanismes d'organisation du travail, tels que les avenants aux contrats de travail ou le pointage téléphonique, pour contrôler le travail effectif des

¹⁴ Les auteur·e·s ont voulu garder l'anonymat des lieux où ils ont enquêté.

salarié·e·s et pour adapter leurs horaires de travail à la personnalisation de la demande. Cet exemple illustre comment, dans un contexte de concurrence croissante, une association dite d'économie sociale produit des conditions de travail aussi dures que celles qui sont caractéristiques de l'économie capitaliste. Pour sa part, dans le second chapitre, Pierre Deffontaines prend l'exemple des trajectoires comparées de deux cadres d'une association dans le département de Renom pour illustrer l'évolution des postes de cadres depuis l'introduction des outils de gestion et d'une rhétorique professionnelle dans les années 1980, à celle d'une culture managériale, à partir du milieu des années 2000.

Par exemple, en 1984, quand les activités d'encadrement étaient entièrement gérées par des bénévoles, un gestionnaire est embauché pour mettre en place des feuilles de paye et informatiser la comptabilité. Il a été recruté pour des raisons politiques afin d'intégrer une petite équipe de huit personnes. En 2008, une cadre diplômée est recrutée comme experte en management avec pour mission de contrôler et 'recadrer' le travail des salarié·e·s au niveau de la gestion du temps et des tâches accomplies et pour évaluer les compétences, en même temps que trente-cinq autres 'encadrantes' de proximité.

Les chapitres trois et quatre reflètent les paradoxes de la

professionnalisation du secteur en se focalisant sur les formations et les examens conduisant à l'acquisition du Diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS). D'une part à travers l'enquête ethnographique d'Émilien Julliard et Aude Leroy menée auprès des enseignant·e·s et des élèves des 'formations initiales' d'aide à domicile dans un lycée professionnel ; d'autre part, avec la contribution de Sylvain Ville et Sabrina Nouiri-Mangold qui s'intéressent au processus de valorisation des acquis de l'expérience (VAE) et révèlent comment les femmes candidates, issues de milieux populaires, sont confrontées à des difficultés pour rationaliser et systématiser leur expérience pratique dans les épreuves écrites et orales : « *Dans la pratique, je sais le faire* » mais « *le jury attendait des réponses très élaborées* » (p. 139). Finalement, ces contradictions sont magistralement exposées à partir du journal de terrain d'une auxiliaire de vie à Paris. Ce document offre de nombreux détails du travail quotidien qui montrent à quel point une politique d'industrialisation de l'aide peut devenir kafkaïenne à appliquer sur le terrain.

Les chapitres cinq et six (deuxième partie de l'ouvrage) portent sur ce que les auteur·e·s appellent « *l'illusion du marché concurrentiel* », c'est-à-dire la croyance selon laquelle l'auto-ajustement entre l'offre et la

demande permettrait d'améliorer la qualité des services de l'aide à domicile. Barbara Baudin présente les résultats d'une enquête menée dans le département de Messine sur le travail de régulation des procédures présentées par les structures pour obtenir l'autorisation d'intervenir auprès de personnes âgées dépendantes. À travers l'analyse des demandes d'agrément qualité, l'auteure cherche à comprendre quelle définition de la qualité du service construit la régulation du marché de l'aide à domicile. Depuis le point de vue de la demande, Pascal Mulet explore les pratiques d'évaluation de la dépendance auprès des services chargés de subventionner la demande dans les départements du Lireau et de Montérieux. La comparaison entre les deux études ethnographiques révèle des formes d'organisation du travail diverses en fonction des divisions du travail qui autorisent à prendre des décisions à titre individuel ou de façon collégiale, ainsi que de la charge de travail des évaluatrices. Par exemple, à Lireau le traitement des dossiers est individualisé et souvent discuté en équipe au bureau, facilitant la fonction d'assistance des évaluatrices ; tandis qu'à Montérieux elles enchaînent des visites tout au long de la journée et le bureau est l'espace où les 'piles de dossiers' s'entassent et leur rappelle la pression d'une organisation du travail en 'flux tendu'.

La troisième partie de l'ouvrage explore, à travers l'étude de trois services de santé, la question du rôle joué par le secteur sanitaire dans l'organisation de l'aide à domicile pour les personnes âgées dépendantes. Dans le chapitre sept, Andréa Insergueix analyse l'implication des assistantes sociales hospitalières des services de gérontologie sur la prise de décision de la sortie des patient·e·s. Ces assistantes, qui occupent une position structurellement dominée, et qui sont mises à l'épreuve de fortes contraintes, insistent sur leur « *expertise sociale de la dépendance* » pour trouver une source de reconnaissance.

De leur côté, Juliette Hirtz et Sandra Pellet explorent les limites du modèle sanitaire dans une étude sur un service d'hospitalisation à domicile. Elles montrent comment l'espace privé du domicile devient une annexe de l'institution, quand les professionnel·le·s de santé imposent leurs critères aux familles dans la prise de décisions concernant leurs proches hospitalisés à domicile. Ainsi, les normes propres au modèle sanitaire l'emportent sur le point de vue 'profane' du modèle domestique.

Finalement, Jingyue Xing analyse le rôle des services de soins infirmiers à domicile dans les processus de décision de l'hospitalisation des personnes âgées dépendantes. À travers deux études de cas, Xing montre comment ces services jouent un

rôle fondamental dans la préservation de la qualité de vie des patient·e·s et des aides familiales. Elle révèle aussi l'importance du personnel aide-soignant, situé au bas de la hiérarchie sanitaire, mais qui a une connaissance approfondie des situations, dans les processus de prise de décisions concernant les patient·e·s.

En définitive, cet ouvrage va au-delà d'une simple description des complexités du secteur de l'aide à domicile, il éclaire les enjeux résultant des contradictions et des tensions entre l'évolution des politiques et le développement des services 'sur le terrain'.

Paloma Moré

Doctorante en sociologie
Université Complutense de Madrid

Edmée Ollagnier – Femmes et défis pour la formation des adultes. Un regard critique non conformiste

(2014). Paris, L'Harmattan « Savoir et formation. Série Genre et éducation », 258 p.

Dans cet ouvrage très dense dont Nicole Mosconi, dans sa préface, souligne la hardiesse du propos, Edmée Ollagnier, enseignante en sciences de l'éducation à Genève et dans la région Rhône-Alpes, se penche sur l'invisibilité de la question du genre dans la formation pour adultes. Elle en parle en toute connaissance puisqu'elle a été responsable d'un diplôme universitaire consacré à cette question, tout en dispensant des cours relatifs à la formation des femmes au travail.

Le mot genre, elle le précise dans l'introduction, n'a de sens à ses yeux que dans une optique féministe, « *en fonction d'objectifs d'égalité sociale et économique entre les femmes et les hommes* ». Après avoir, dans un premier chapitre, brossé un tableau d'ensemble des multiples obstacles auxquels se heurtent les femmes pour prendre pleinement leur place dans la société – *discriminations* économiques, violences ou stéréotypes de toute sorte véhiculés par la famille, l'école et les médias – elle souligne que les luttes des femmes pour leurs droits ont certes remis en cause une série de ces entraves et permis de faire émerger des filières académiques consacrées à la dimension du genre (non sans effets pervers liés à l'institutionnalisation de la démarche). Reste qu'en matière de formation des adultes, les femmes sont presque toujours absentes de la photo, comme le montrent la plupart des ouvrages sur ce thème.

Parce qu'ils accordent une attention particulière à la prise de confiance en soi et aux conditions de vie des femmes – dont les mères de famille trop souvent laissées pour compte – les travaux de Jack Mezirow ont inspiré nombre de recherches féministes, soucieuses de dépasser la démarche pédagogique d'un Paulo Freire, aveugle aux réalités de la sphère privée. Des approches comme celles d'Angela Davis, de bell hooks ou de Nancy Fraser, au

contraire, sensibles aux différences de classe et de race, aident les femmes à interroger l'ordre social et économique établi. À ce titre, les groupes de conscience du Mouvement de libération des femmes ont joué un rôle clé pour la prise en compte des expériences personnelles et des savoirs dominants. L'examen de divers travaux récents sur la formation d'adultes qui intègrent la dimension du genre fait apparaître que la discipline a davantage progressé en Europe qu'en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, en partie grâce à une meilleure coordination des chercheuses (on compte peu de chercheurs...) liée au réseau ESREA (European Society for Research in Education of Adults).

Le chapitre suivant, « Se former pour exister », concerne les formations s'adressant aux femmes adultes non scolarisées. Après avoir souligné l'importance de sensibiliser les formateurs et les formatrices aux inégalités de sexe grâce à un état des lieux donnant à voir les stéréotypes persistants, Ollagnier mentionne le rôle joué par les organisations internationales (ONU, BIT, UNESCO), dont nombre de programmes portent sur l'alphabétisation des femmes – dans les pays du Sud, comme dans ceux du Nord, parmi les migrantes. Sont évoqués les dispositifs qui, en Asie, en Afrique, ou dans les pays occidentaux, visent à l'insertion des femmes dans l'économie. L'attention

conférée à la dimension collective d'un tel apprentissage apparaît comme un élément premier de la prise de confiance en soi – quand bien même les résultats concrets restent souvent en deçà des effets escomptés.

L'auteure souligne ensuite combien les normes culturelles et les tensions entre sphère publique et sphère privée, sous-jacentes aux inégalités de sexe, pèsent sur le processus de formation des femmes adultes. Tenir compte du contexte spécifique et des besoins exprimés par les femmes elles-mêmes, ne pas prétendre ériger en bonne pratique un modèle défini par des actrices et acteurs occidentaux, s'assurer du suivi de l'action engagée apparaissent comme autant de clés pour la réussite de programmes évoqués à propos de pays aussi divers que l'Inde, le Congo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou l'Afrique du Sud. Ces observations valent aussi pour les pays riches : divers exemples concernant la France, le Portugal et la Suisse montrent que les pesanteurs familiales et les discriminations en vigueur (concernant les prêts bancaires, par exemple) jouent un rôle décisif dans les difficultés de réinsertion professionnelle des femmes – exacerbées par les retombées de la crise économique.

Le cinquième chapitre s'appuie sur la littérature existante pour brosser un tableau d'ensemble des inégalités sexuées qui structurent le champ de l'emploi à tous

points de vue : apprentissage, temps de travail, ségrégation des sphères d'activité (formelles / informelles), divergences de trajectoires (valorisation des hommes minoritaires dans tel ou tel secteur versus réactions sexistes vis-à-vis des femmes en situation analogue). Ces discriminations sont encore peu remises en cause par des mesures volontaristes de la part des directions d'entreprises. L'auteure évoque quelques exemples positifs en Suisse touchant les procédures de recrutement ou la formation continue en interne. Mais, outre que la pérennité de telles actions est loin d'être garantie, il apparaît que ce sont surtout des réseaux associatifs externes aux entreprises qui permettent aux femmes (cadres notamment) de progresser sur le plan professionnel – à l'image d'une structure comme PACTE (des paroles aux actes).

Force est de constater qu'en dépit des droits politiques conquis au cours du XX^e siècle sous l'impulsion des luttes féministes, les réglementations qui, depuis plus de quarante ans, visent à réduire les inégalités de sexe dans le travail et dans la formation peinent à se voir traduites en pratique. Faute de sanctions, dont le principe commence tout juste à être adopté (et uniquement dans le domaine salarial), le recours aux outils préconisés par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) en France ou par le Bureau fédéral de l'égalité en

Suisse reste exceptionnel. Aussi les apprentissages informels provenant de l'univers domestique (minutie, dextérité, précision, polyvalence, cumul des tâches) restent-ils largement ignorés et n'ouvrent-ils que rarement sur une perspective de promotion. Non seulement les femmes elles-mêmes ne sont pas convaincues que l'expérience acquise dans le privé se traduit par de réelles compétences – au sens défini par les portfolios de la Québécoise Ginette Robin ou par l'organisme suisse EFFE (Espace formation, formation d'espaces) – mais la notion même de compétence sert trop souvent à conforter les représentations traditionnelles sur les rôles assignés. La création, en Suisse, du Certificat fédéral de capacité créé par le SPAF (Syndicat des personnes actives au foyer) fait ainsi débat, d'aucun·e·s craignant qu'un tel outil n'enferme encore davantage les femmes dans les emplois de service. En tout état de cause, et par-delà l'existence de politiques publiques favorisant l'égalité dans la formation, le rôle des actrices et acteurs locaux apparaît déterminant pour appuyer des expériences novatrices : en Écosse, grâce notamment à un tutorat personnalisé, le dispositif de l'APPEL (Accreditation of Prior Experimental Learning) favorise la reprise d'études supérieures chez les femmes.

Le dernier chapitre se veut un message aux formateurs et forma-

trices sur les questions à se poser en priorité : importance dévolue à la question du genre dans le cursus ; obstacles à la participation des femmes (horaires, attitude du conjoint) ; déroulement de la formation (attention accordée à l'expérience, liberté de parole) ; prise en compte des attentes des participantes... L'auteure observe que la remise en cause de l'ordre établi s'avère plus aisée dans les modules concernant la santé, l'environnement ou l'agriculture que dans les stages de langues, de commerce ou d'informatique. Outre la nécessité de dépasser la soi-disant neutralité à connotation masculine, de s'interroger sur ses propres préjugés (le formateur est un adulte comme les autres), réalisme et pragmatisme sont à ses yeux deux éléments essentiels pour être efficace, tout comme l'attention aux différences (ethniques et religieuses, notamment) et aux jeux de pouvoir. Elle renvoie là-dessus aux dispositifs EUWEDIN (European Women and Employment Data and Information) ou TIDE (Towards Inclusive Development Education), financés par des institutions européennes,

ou aux guides élaborés en Belgique ou en Suisse. Faire passer un message sur le genre suppose d'avoir des connaissances sur ce thème, de s'interroger sur la finalité de la formation dispensée et de savoir mobiliser des instruments adéquats (le mentorat en est un, tout comme la validation des acquis ou la formation à distance). Autant de pistes, dit Edmée Ollagnier – consciente qu'il n'existe pas de recettes miracles – susceptibles de favoriser à la fois la prise en compte du genre dans la formation pour adultes et la participation active de femmes à une telle entreprise.

L'expérience de l'auteure, qui s'est impliquée – en Suisse et ailleurs – dans la mise sur pied d'outils relatifs à ces questions, lui permet de pointer du doigt les aspects positifs ou discutables des expériences qu'elle passe au crible. Ce qui fait de ce livre un apport incontournable et très vivant, apte à susciter, selon ses vœux, un 'réflexe genre' auprès du public visé.

Jacqueline Heinen

Professeure émérite de sociologie
Université Versailles-
Saint-Quentin-en-Yvelines